Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Dimanche 16 février 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°573 ■

IL A PARTICIPÉ AU SOMMET DE L'UA

Le président Tebboune quitte Addis-Abeba

P 16

POUR FAIRE FACE AUX DÉFIS CLIMATIQUES

L'Algérie adopte un plan ambitieux de 155 actions

Les changements climatiques ne sont plus une simple abstraction ; ils représentent aujourd'hui une réalité pressante qui touche de manière significative l'Algérie. Ce pays d'Afrique du Nord, classé parmi les 24 hotspots mondiaux les plus vulnérables, fait face à une aridité croissante, des sécheresses récurrentes et une érosion galopante qui affectent 13 millions d'hectares de ses terres. Face à ces défis colossaux, l'Algérie a élaboré un Plan national climat, constitué de 155 actions visant à atténuer les impacts climatiques et à renforcer la résilience de ses écosystèmes P 3

PLUSIEURS PROJETS D'AEP INSPECTÉS À TIZI-OUZOU

L'État réaffirme sa volonté de moderniser le secteur

Le secteur de l'hydraulique à Tizi-Ouzou bénéficie d'une attention particulière de l'État, déterminé à répondre aux besoins croissants en eau potable de la région. Lors de sa récente visite de travail dans la wilaya, le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a mis en lumière les projets d'envergure en cours.

P 3

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN ALGÉRIE

Une quête vers l'autosuffisance

La transition énergétique est désormais au cœur des préoccupations en Algérie, un sujet qui soulève des débats sur plusieurs plans : politique, économique et social. Ce processus attire une attention croissante de la part des chercheurs, des décideurs politiques et des professionnels du secteur, à tel point qu'il est désormais abordé parallèlement à d'autres enjeux stratégiques tels que la sécurité alimentaire.

P 5

RÉGION CENTRE

Plus de 1500 commerçants mobilisés pour les marchés de proximité durant le Ramadhan

Plus de 1500 opérateurs économiques et commerçants sont mobilisés pour les marchés de proximité ouverts à travers les wilayas du centre du pays à l'occasion du mois de Ramadhan, a indiqué samedi à Médéa, un représentant de la direction régionale de commerce du centre.

P 2

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

La création de l'Agence de notation africaine, un nouveau jalon pour le développement de l'économie du continent P 4

ECONOMIE CIRCULAIRE

Plast & printpack Alger du 24 au 26 février P 3

L'UNION AFRICAINE

L'Algérie décide d'apporter une contribution volontaire d'un million de dollars au MAEP P 4

EVALUATION DE L'ACTIVITÉ DU SECTEUR

Le ministre de la Justice réunit les présidents des tribunaux administratifs et des cours

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, préside, ce samedi, deux réunions consacrées à l'évaluation de l'activité judiciaire et aux perspectives de modernisation du secteur.
La première réunion, tenue tôt dans la matinée, a rassemblé les présidents et commissaires d'État des tribunaux administratifs, ainsi que ceux des tribunaux administratifs, en présence des cadres de l'administration centrale. Dans l'après-midi, le ministre rencontrera les Présidents et Procureurs généraux des Cours, également en présence des cadres du ministère. Les discussions porteront sur plusieurs thématiques, notamment l'évaluation de l'activité judiciaire, la numérisation du travail judiciaire, l'amélioration de la qualité des services rendus et l'optimisation des performances du service public fourni par les juridictions, afin de mieux répondre aux attentes des citoyens.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

12 morts et 394 blessés en 48 heures

Douze (12) personnes sont décédées et 394 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenues au cours des dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique samedi un bilan de la Protection civile.
Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Constantine où 4 personnes sont décédées et 7 autres ont été blessées, suite à deux accidents distincts, précise la même source.
Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 22 personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et de chauffe-bain à l'intérieur de leurs domiciles respectifs à travers plusieurs wilayas du pays. Les mêmes secours sont intervenus pour l'extinction d'incendies urbains et divers dans les wilayas d'Alger, Béchar, Batna, Sidi Bel-Abbès et Bordj ou Arreridj, note la Protection civile qui déplore, toutefois, le décès à Annaba d'un jeune homme âgé de 18 ans, suite à un incendie qui s'est déclaré à l'intérieur d'un restaurant dans la ville d'Annaba.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Une offre de plus de 312.000 nouvelles places pédagogiques

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels prévoit l'ouverture de plus de 312.000 nouvelles places pédagogiques à la rentrée prévue le 23 février, a annoncé Rachid El Hadj Messaoud, directeur de l'orientation, des examens et des homologations au ministère de tutelle.

Dans une déclaration à l'APS, le responsable a précisé que le secteur offrira exactement 312.225 nouvelles places à travers les différents modes et dispositifs de formation, réparties comme suit : 65.961 places pour la formation par apprentissage, 45.153 en formation présentielle et 980 à distance.
Par ailleurs, des offres de formation seront également accessibles via les cours du soir, la formation destinée aux femmes au foyer, la formation en milieu rural, ainsi que dans le cadre du dispositif d'alphabétisation. Des programmes spécifiques sont également prévus pour les bénéficiaires de l'allocation chômage et les personnes aux besoins spécifiques.
Le ministère a mobilisé tous les moyens pédagogiques et techniques nécessaires pour cette rentrée, couvrant 406 spécialités réparties sur 23 filières professionnelles conformes à la nomenclature des branches et spécialités de la formation professionnelle.
En réponse aux besoins du marché du travail, de nouvelles spécialités ont été introduites, notamment « Assistant mécanicien en maintenance aéronautique », « Agent de manutention des bagages à l'aéroport », « Recyclage des déchets organiques », ainsi que d'autres formations liées aux domaines de l'agriculture et de l'artisanat.
L'offre de formation se concentre principalement sur des filières jugées prioritaires, en lien avec les secteurs de l'industrie, l'hôtellerie et le tourisme, l'artisanat, le bâtiment et les travaux publics, l'agriculture et l'industrie agroalimentaire, les ressources en eau, l'environnement, les énergies renouvelables et la numérisation.
En ce qui concerne les infrastructures pédagogiques, plus de 1.200 établissements de formation sont répartis à travers le territoire national, incluant des instituts nationaux spécialisés et des centres de formation professionnelle. Le secteur prévoit également la création de centres d'excellence spécialisés dans les domaines techniques et industriels, afin de répondre aux exigences du marché de l'emploi.

RÉGION CENTRE

Plus de 1500 commerçants mobilisés pour les marchés de proximité durant le Ramadhan

Plus de 1500 opérateurs économiques et commerçants sont mobilisés pour les marchés de proximité ouverts à travers les wilayas du centre du pays à l'occasion du mois de Ramadhan, a indiqué samedi à Médéa, un représentant de la direction régionale de commerce du centre.
Ces opérateurs économiques et commerçants participent aux marchés de proximité, au nombre de 81, qui seront ouverts du 15 février jusqu'au 30 mars, dans six wilayas du centre, en l'occurrence Médéa,Tizi-Ouzou, Blida, Bouira, Djelfa et Ain-Defla, en plus des wilayas déléguées de Massaad et Ain-Oussara, a fait savoir un responsable de la direction régionale du commerce, Djamel Berkouk, en marge de l'ouverture du marché de proximité de "Ain-Dheb" (Médéa).
La wilaya de Médéa compte, pour sa part, dix neuf (19) marchés de proximité animés par 74 opérateurs économiques et commerçants, parmi lesquels de grands organismes économiques publics, tels qu'Agrodiv, la coopérative de céréales et de légumes secs (CCLS) de Berrouaghia et la laiterie "Arrib" relevant du groupe Giplait, a expliqué le directeur du commerce, Khaled Amara.
M. Amara a révélé, à l'occasion du début d'exploitation de ces structures commerciales, de la mise sur le marché d'un volume quotidien de 40 mille litres d'huile de table, 1000 quintaux de semoule, 1400 quintaux de farine, 210 mille sachets de lait pasteurisé, en plus de quantités suffisantes de produits alimentaires divers dont aura besoin le consommateur, au niveau des 19 marchés opérationnels, depuis aujourd'hui, samedi, à travers la wilaya de Médéa.
De son côté, le directeur de la coopérative de céréales et de légumes secs (CCLS) de Berrouaghia, Walid Benattalah, a fait état de l'ouverture de quatorze (14) points de vente de légumes secs dans de nombreuses localités de Médéa et prévoit d'augmenter ce nombre pour satisfaire la demande qui sera exprimée durant le mois de Ramadhan.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

POUR FAIRE FACE AUX DÉFIS CLIMATIQUES

L'Algérie adopte un plan ambitieux de 155 actions

Les changements climatiques ne sont plus une simple abstraction ; ils représentent aujourd'hui une réalité pressante qui touche de manière significative l'Algérie. Ce pays d'Afrique du Nord, classé parmi les 24 hotspots mondiaux les plus vulnérables, fait face à une aridité croissante, des sécheresses récurrentes et une érosion galopante qui affectent 13 millions d'hectares de ses terres. Face à ces défis colossaux, l'Algérie a élaboré un Plan national climat, constitué de 155 actions visant à atténuer les impacts climatiques et à renforcer la résilience de ses écosystèmes, a expliqué Mme Hind Bougherara, ingénieure principale à l'Agence nationale des changements climatiques (ANCC).

Par Mourad A.

S'exprimant sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale, Mme Bougherara a précisé que l'Algérie perd chaque année près de 40 000 hectares de terres en raison de l'érosion. Par ailleurs, la baisse des précipitations, estimée à 10 % au cours des 20 dernières années, perturbe les cycles agricoles et affecte gravement les rendements céréaliers. « Les changements climatiques ne se limitent pas seulement à l'érosion et à la sécheresse, mais ont également des impacts importants sur des secteurs stratégiques tels que l'agriculture, les ressources en eau et la santé » a-t-elle souligné.

Depuis la ratification de l'Accord de Paris en 2016, l'Algérie s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 7 % grâce à ses ressources propres et jusqu'à 22 % avec un soutien international. Afin d'atteindre ces objectifs, le pays a mis en place un cadre institutionnel solide.

L'ANCC joue un rôle clé dans la supervision de l'inventaire national des gaz à effet de serre, collaborant avec des secteurs essentiels tels que l'énergie, l'industrie, l'agriculture et les forêts. « Ces efforts visent également à répondre aux engagements internationaux, notamment par la soumission du premier Rapport biennal de transparence en 2024 », a ajouté l'ingénieure. Le Plan national climat comprend 76 actions d'atténuation, 63 actions d'adaptation et 16 actions transversales.

Mme Bougherara a précisé que ce plan bénéficie de financements nationaux et a également reçu un soutien de 3 millions de dollars du Green Climate Fund (GCF) pour développer un programme d'adaptation dans 32 wilayas. « L'objectif est de réduire la vulnérabilité des régions exposées, notamment celles semi-arides et steppiques, et d'intégrer des mécanismes d'adaptation à l'échelle locale », a-t-elle expliqué.

Parmi les initiatives phares figure l'extension du Barrage vert, un projet crucial visant à lutter contre l'aridité et à stocker du carbone. Ce projet prévoit la réhabilitation et l'agrandissement de la ceinture végétale à 4,7 millions d'hectares d'ici 2035.

En parallèle, des efforts considérables sont déployés pour promouvoir les énergies renouvelables, particulièrement dans le Sud, où plusieurs projets sont déjà en activité. Hind Bougherara a insisté sur la transversalité des approches adoptées : « Chaque secteur est impliqué dans l'élaboration et la mise en œuvre des mesures d'adaptation, et nous mettons un accent particulier sur la sensibilisation des acteurs locaux à l'importance de ces initiatives ».

Le défi climatique en Algérie nécessite une collaboration étroite entre les institutions locales et les partenaires internationaux. L'ANCC, en tant que pilier central, œuvre à l'intégration des stratégies climatiques nationales dans les plans de développement durable. Cependant, comme le souligne l'ingénieure principale de l'ANCC, les financements internationaux restent essentiels pour renforcer ces politiques et en garantir la pérennité.

En définitive, face à l'ampleur des défis environnementaux, l'Algérie met tout en œuvre pour relever la barre. Bien que les changements climatiques représentent une menace sérieuse, ils offrent également un levier pour l'innovation et la transformation en faveur du développement durable. « Nous avons une vision claire, fondée sur des études de vulnérabilité et de risque, pour protéger nos écosystèmes et bâtir une résilience à long terme », a conclu Mme Hind Bougherara.

PLUSIEURS PROJETS D'AEP INSPECTÉS À TIZI-OUZOU

L'État réaffirme sa volonté de moderniser le secteur

Par M. A.

Le secteur de l'hydraulique à Tizi-Ouzou bénéficie d'une attention particulière de l'État, déterminé à répondre aux besoins croissants en eau potable de la région.

Lors de sa récente visite de travail dans la wilaya, le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a mis en lumière les projets d'envergure en cours, visant à renforcer l'approvisionnement en eau et à moderniser les infrastructures hydrauliques locales.

La visite a débuté par un arrêt à la commune de Tadmaït, où le ministre a inspecté le chantier du barrage de Souk N'tleta, un projet clé pour la région. Prévu pour stocker 90 millions de mètres cubes d'eau, ce barrage aura un impact majeur non seulement pour Tizi-Ouzou, mais également pour les wilayas voisines de Boumerdès et d'Alger.

« Ce barrage représente un atout majeur pour répondre à la demande croissante en eau potable dans cette région », a souligné Derbal, en insistant sur la nécessité de respecter les délais de construction pour garantir sa mise en service dans les plus brefs délais.

La deuxième étape de la visite s'est déroulée à Beni Aissi, où le ministre a inspecté la station de traitement des eaux du barrage de Taksebt. Cette infrastructure essentielle permet la gestion des ressources en eau superficielles et assure la distribution de l'eau potable dans toute la région.

Le ministre a mis l'accent sur la gestion rigoureuse de cette station, soulignant l'importance de la maintenance proactive pour garantir un approvisionnement en eau fiable et régulier. En complément, un projet d'extension de la canalisation de transfert des eaux entre le barrage de Taksebt et la région d'Azazga est en cours.

Cette extension vise à doubler la capacité de transfert, ce qui assurera une meilleure régularité de la distribution, notamment en période de forte demande.

Mais l'État ne se limite pas aux infrastructures traditionnelles. Le ministre a également visité les travaux de construction de la station de dessalement d'eau de mer de Tamda Ouguemoun, située à Iflissen, d'une capacité de 60 000 mètres cubes par jour.

Ce projet, conçu pour répondre aux besoins des communes du nord de la wilaya, contribuera de manière significative à la diversification des sources d'approvisionnement en eau potable.

À travers cette série de projets ambitieux, l'État entend moderniser l'infrastructure hydraulique de la wilaya, en anticipant les défis futurs liés à l'urbanisation croissante et aux besoins en eau de plus en plus pressants. Le ministre a réaffirmé son engagement à suivre de près l'évolution des travaux pour garantir la concrétisation de ces projets dans les délais impartis, assurant ainsi un service public de l'eau plus performant et plus résilient.

Cette visite met en évidence la volonté ferme de l'État de répondre aux préoccupations des citoyens en matière d'approvisionnement en eau potable, et de faire face aux défis de demain avec des solutions innovantes et adaptées aux spécificités locales.

ECONOMIE CIRCULAIRE

Plast & printpack Alger du 24 au 26 février

Le Salon plast & printpack alger 2025, événement incontournable pour les professionnels des secteurs de la plasturgie, de recyclage, de l'emballage et de l'impression, se tiendra du 24 au 26 février 2025 au Palais des Expositions –SAFEX à Alger.

Plus qu'un salon, indiquent les organisateurs, cet événement est «une plateforme stratégique pour propulser l'innovation, la durabilité, le recyclage et l'économie circulaire, des priorités au cœur des ambitions industrielles algériennes».

Ce rendez-vous mondialement reconnu sera organisé conjointement par fairtrade Messe et Messe Düsseldorf, plast & printpack alger. La manifestation s'est imposée comme «la plateforme de référence dans la région ».

En chiffres, cette 9e édition « accueillera plus de 290 exposants de 21 pays, mettant en avant des technologies et solutions innovantes pour répondre aux défis de demain. Plus de 5 000 professionnels algériens et internationaux sont attendus, soulignant l'importance de ce rendez-vous pour l'industrie ».

Aujourd'hui , précisent les organisateurs, l'Algérie vise de plus en plus les matériaux durables, le recyclage et l'économie circulaire.

Le salon Plast & Printpack Alger 2025 «s'impose donc comme un catalyseur de la transformation de l'économie vers une économie circulaire dans laquelle l'innovation et le recyclage jouent un rôle primordial ».

Le Salon «accompagne les professionnels algériens dans leur transition vers des pratiques respectueuses de l'environnement ». L'objectif d' «adopter des matériaux durables, renforcer les initiatives de recyclage et promouvoir des modèles circulaires ». Il est aussi question d'«encourager les investissements dans des technologies de pointe pour développer la production locale, stimuler les exportations et limiter les importations ».

Depuis plusieurs années, «l'Algérie investit massivement dans la production de matières premières plastiques afin de réduire progressivement sa dépendance aux importations ».

Les investissements dans les technologies d'impression et de papier «ont augmenté de 88 millions d'euros en 2019 à 95 millions d'euros en 2023 ».

Les investissements dans le secteur de l'emballage se sont élevés de 136 millions d'euros en 2020 à 161 millions d'euros en 2023.

Avec ces investissements massifs, « l'Algérie confirme sa position parmi les marchés les plus dynamiques d'Afrique et du Moyen-Orient ».

SOUS LE THÈME «POUR RAMADAN SAIN, ÉVITONS LES EXCÈS»

Lancement de la 3e édition de la semaine nationale de la prévention

Le ministère de la Santé organise, du 16 au 20 février courant, la 3e édition de la Semaine nationale de la prévention, sous le slogan « Pour un Ramadan sain et sécurisé, évitons les excès », rapporte un communiqué du ministère de la Santé. Cette action incite également les professionnels de la santé à sensibiliser sur la prévention par une alimentation équilibrée et d'un mode de vie sain pendant le Ramadan, la surveillance des maladies chroniques telles que le diabète et l'hypertension artérielle, la lutte contre le tabagisme et les drogues, ainsi que sur les programmes de vaccination des enfants et le suivi médical des femmes enceintes. Un accent particulier sera également mis sur les maladies métaboliques et chroniques, ainsi que sur l'importance de l'allaitement maternel. Par ailleurs, dans le cadre du dépistage et du diagnostic précoce, le ministère de la Santé mettra en place cinq cliniques mobiles équipées pour le dépistage du cancer du sein et du col de l'utérus, ainsi que pour la prise en charge du diabète, de l'hypertension artérielle et des maladies oculaires. Ces unités mobiles seront déployées au Centre de la jeunesse et des sports de Tipaza. Les activités de la Semaine nationale de la prévention s'étendent à l'ensemble des wilayas du pays, avec l'organisation de journées portes ouvertes dans les structures de santé de proximité et les espaces publics, des conférences à destination des professionnels de la santé.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

La création de l'Agence de notation africaine, un nouveau jalon pour le développement de l'économie du continent

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, vendredi au siège de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba (Ethiopie), que la création de l'Agence de notation africaine représente un nouveau jalon pour le développement de l'économie africaine et aura un impact positif pour tous les pays du continent.

Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux du 34e sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), en sa qualité de président de ce Mécanisme, le président de la République a estimé que l'Agence de notation africaine "représente un nouveau jalon pour le développement de l'économie de l'Afrique et aura un impact entièrement positif pour ses pays". Il s'est félicité de la création de ce nouveau mécanisme et adressé ses sincères salutations aux initiateurs de cette démarche.

A ce propos, le président de la République a insisté sur la nécessité d'"œuvrer de concert pour assurer la crédibilité" de cette Agence, sans laquelle elle ne serait pas efficace", ajoutant: "nous devons nous éloigner des évaluations non scientifiques, illogiques et antiéconomiques et par conséquent, je pense que nous devons faire notre propre évaluation avant d'être évalués par les autres".

Après avoir exprimé ses vœux de succès à l'Agence de notation africaine qui marque "le parachèvement du socle économique", le président de la République s'est adressé aux dirigeants africains : "vous trouverez en l'Algérie un pays frère, militant aux côtés de l'Afrique pour sa réussite".

"L'Afrique est l'avenir, et le monde entier le sait", a-t-il soutenu.

L'Algérie décide d'apporter une contribution volontaire d'un million de dollars au MAEP

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, vendredi au siège de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba (Ethiopie), que l'Algérie avait décidé d'apporter une contribution volontaire d'un million de dollars pour soutenir le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP).

"Partant de l'engagement de l'Algérie à soutenir le MAEP et à lui permettre de s'acquitter de ses missions, mon pays a décidé d'apporter une contribution volontaire d'un million de dollars pour soutenir le processus d'évaluation, en exécution des conclusions qui en découlent", a déclaré le président de la République dans une allocution prononcée lors de sa présidence des travaux du 34e sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement du MAEP, en sa qualité de président de ce Mécanisme.

Soulignant que "la réunion d'aujourd'hui constitue une étape essentielle pour promouvoir la gouvernance et poursuivre l'action afin de parvenir à des solutions durables aux défis auxquels est confronté le continent", le président de la République a réaffirmé "l'engagement de l'Algérie, en tant qu'Etat fondateur de ce Mécanisme, à activer son rôle face aux défis actuels, notamment en ce qui concerne la consécration de la souveraineté du droit, la lutte contre la corruption et la promotion de la justice sociale et des droits de l'Homme".

Des défis, ajoute le président de la République, qui "nous dictent de travailler dans un esprit de solidarité et de responsabilité pour surmonter les difficultés financières qui limitent la capacité du MAEP à atteindre les nobles objectifs pour lesquels il a été créé"

SELON LE SG DE L'UNPA

« Les agriculteurs seront financés par toutes les banques publiques »

Désormais, les agriculteurs bénéficieront de financements de la part de toutes les banques publiques, notamment pour l'achat de camions, de véhicules, de tracteurs, de matériels et de machines agricoles, ainsi que pour la construction de chambres froides et d'entrepôts de stockage.

Des crédits seront également accordés aux éleveurs de volailles, de bovins et de lapins, en plus du financement de projets de plantation d'arbres fruitiers, de serres, de systèmes d'approvisionnement en eau, de pompes, de forages de puits et d'outils d'irrigation.

Le secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Abdellatif Dilmi, a indiqué que cette nouvelle procédure, officiellement lancée par le ministre des Finances, en coordination avec le ministre de l'Agriculture et du Développement rural et l'Association professionnelle des banques, s'inscrit dans l'application des directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Cette décision répond aux revendications de l'UNPA, qui avait souligné l'incapacité de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) à répondre seule aux besoins de financement de tous les agriculteurs à l'échelle nationale.

Selon Dilmi, ce financement inclut des prêts pour l'achat de camions, de véhicules et de tracteurs, essentiels pour l'exploitation agricole et la distribution des produits.

Il s'adresse aux agriculteurs, éleveurs et investisseurs du secteur.

Les crédits couvrent également l'acquisition de machines agricoles, la construction de chambres froides et d'entrepôts de stockage, ainsi que des prêts saisonniers d'une durée allant de trois mois à un an, destinés aux éleveurs de volailles, de bovins et de lapins.

Outre ces crédits, les agriculteurs auront accès à des financements pour le développement de la plantation d'arbres fruitiers, l'installation de serres, l'amélioration des systèmes d'irrigation et l'exploitation des ressources en eau. Tous ces projets entrent dans le cadre du soutien au secteur agricole.

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, et le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, ont présidé la cérémonie de signature de conventions entre le ministère de l'Agriculture et les banques publiques, portant sur le financement des projets agricoles.

La cérémonie s'est tenue au siège du ministère des Finances, en présence d'un représentant de l'Union nationale des paysans algériens et de cadres des deux ministères.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-1,29	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 370,00	NC	0,00	0,12	2,59	7,11	7,59	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 271,00	2270,00	-0,04	-0,13	-0,41	11,94	5,51	945	2 145 150,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-2,43	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-10,20	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 12 فيفري 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 12 février 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	78	91	64	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	94	109	80	الطماطم		
	Oignon sec	51	58	45	البصل الجاف		
	Ail sec	557	632	482	الثوم الجاف		
	Carotte	67	76	58	الجزر		
	Navet	80	90	69	لفت		
	Choux fleur	66	75	58	قرنبيط		
	Choux	83	91	74	الكرنب		
	Courgette	149	163	135	الكوسة		
	Haricot vert	365	386	343	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	94	107	82	الخس		
Fruits frais	Mandarine	120	150	90	المندرين	فواكه طازجة	
	Orange	100	130	70	البرتقال		
	Citron	110	135	85	الليمون		
	Pomme locale	417	528	307	التفاح المحلي		
	Datte	527	659	395	التمر		
	Banane	460	474	447	الموز		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1751	1878	1624	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	361	373	350	الدجاج		
	Œufs (Unité)	17	19	16	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	97	102	92	حليب البقر (لتر)		

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN ALGÉRIE

Une quête vers l'autosuffisance

La transition énergétique est désormais au cœur des préoccupations en Algérie, un sujet qui soulève des débats sur plusieurs plans : politique, économique et social. Ce processus attire une attention croissante de la part des chercheurs, des décideurs politiques et des professionnels du secteur, à tel point qu'il est désormais abordé parallèlement à d'autres enjeux stratégiques tels que la sécurité alimentaire, l'économie et le développement, a indiqué le Dr. Merahi Reda, chercheur et expert en énergie, dans sa contribution à la plateforme spécialisée « Attaqa.net ».

Par M.A.

Cherif Walid, l'ambassadeur d'Algérie en Arabie saoudite, a rencontré les représentants des startups algériennes, soulignant que cet événement est une opportunité pour l'Algérie de présenter son écosystème entrepreneurial en pleine expansion. Il a aussi affirmé l'importance de cette initiative qui permet de renforcer les liens entre les acteurs de l'innovation algérienne et les marchés internationaux, ouvrant ainsi la voie à de futures collaborations.

La délégation algérienne comprend des startups spécialisées dans l'intelligence artificielle, les villes intelligentes et la recherche pétrolière, notamment Smart Drilling Operations, Qareeb, Smart Chiked, Sarl Less Need Applications, etc.

La participation algérienne à cet intervient à travers un programme d'accompagnement, conçu par Algeria venture et qui a permis à plusieurs startups algériennes de se préparer, s'articulant sur une mise en réseau à travers une facilitation des rencontres avec des investisseurs internationaux et des partenaires stratégiques, et sur la visibilité à même d'offrir une plateforme pour présenter les solutions innovantes made in Algeria sur la scène mondiale.

LEAP Tech Conference a été aussi une occasion pour Algeria venture de mettre en lumière l'écosystème entrepreneurial national en pleine expansion, notamment dans les domaines de la smart city, des ressources humaines, du pétrole et du gaz, de l'e-commerce et de l'intelligence artificielle (IA).

Il s'agit, à travers cette participation, d'une étape majeure dans la stratégie de développement de l'écosystème entrepreneurial national. Elle démontre la capacité des startups algériennes à rivaliser sur la scène internationale et à contribuer à la diversification de l'économie nationale.

Elle reflète aussi le dynamisme de notre écosystème startup et l'importance de l'accompagnement stratégique offert par Algeria Venture qui fait part également de sa détermination à poursuivre ses efforts pour positionner l'Algérie comme un hub d'innovation en Afrique et dans le monde.

Il faut savoir que dans un écosystème d'innovation et de croissance, l'Algérie affirme sa montée en puissance dans le panorama entrepreneurial africain et même mondial.

Le nombre de startups en Algérie connaît une hausse significative, enregistrant entre 2021 et 2023, une augmentation de 228 %, ce qui confirme une tendance haussière en continu.

De grands pas ont été réalisés dans le nombre de créations des startups en Algérie, sachant qu'il n'y a pas très longtemps, avant 2020, notre pays ne figurait même pas dans le Startup Ranking, alors qu'aujourd'hui, il est classé deuxième en Afrique après le Nigeria, en plus d'autres classements où il s'est également sensiblement amélioré.

ENERGIES RENOUVELABLES

M. Yassaâ reçoit le président de la compagnie turque Renecore

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargé des Energies renouvelables, Noureddine Yassaâ a reçu, jeudi à Alger, le président de l'entreprise turque "Renecore", Mesut Toprak, a indiqué un communiqué du ministère.

La rencontre, qui s'est déroulée au siège du ministère, a porté sur les opportunités de coopération et le renforcement des investissements dans le domaine des énergies renouvelables, notamment en ce qui concerne les projets d'énergies solaire photovoltaïque et éolienne, précise le communiqué.

Les deux parties ont également évoqué "les potentialités offertes pour développer des partenariats stratégiques soutenant les efforts de l'Algérie en matière de transition énergétique et de diversification des sources d'énergie, en phase avec les tendances mondiales vers des énergies propres et durables", ajoute la même source.

ENERGIE ET MINES

La société omanaise «United Business» intéressée par l'investissement en Algérie

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab a reçu, jeudi à Alger, le président exécutif de la société omanaise "United Business", Said Al Hajri qui a affiché son intérêt d'investir dans le secteur en Algérie, indique un communiqué du ministère.

Les deux parties ont abordé, lors de cette rencontre qui s'est tenue au siège du ministère, en présence de la secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargée des mines, Karima Tafer et de cadres du ministère, les voies et moyens de renforcer la coopération et les opportunités d'investissement entre les sociétés du secteur et "United Business", dans des domaines englobant la recherche et le développement dans les industries pétrochimiques, le développement de la chaîne des valeurs inhérentes à l'industrie de l'aluminium, ainsi que les analyses de laboratoire liées aux industries du pétrole et du gaz.

A cette occasion, le président exécutif de "United Business" a présenté une vision d'investissement ambitieuse pour ces domaines en Algérie.

Les deux parties ont également évoqué les perspectives de développement de l'industrie du pétrole et du gaz, des industries manufacturières des ressources minières, dont regorge l'Algérie, comme la bentonite, la baryte et autres matières premières qui représentent des ressources nationales considérables.

M. Arkab a mis l'accent sur "l'importance que porte l'Algérie au développement des industries manufacturières sur le plan local, en vue 'apporter une plus-value et de renforcer l'économie nationale, en focalisant sur l'exploitation durable et efficace des ressources locales".

Le ministre a, par ailleurs, réaffirmé l'engagement de l'Algérie à approfondir les partenariats stratégiques avec les investisseurs internationaux, notamment dans les secteurs de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables, et à promouvoir les opportunités d'investissement prometteuses qu'elle offre pour développer ces secteurs vitaux.

Les deux partis sont convenus de "former une équipe de travail conjointe qui comprend des experts des deux côtés, en vue d'examiner les propositions de la société omanaise, dans l'objectif de déterminer les projets prioritaires et de les concrétiser sur le terrain, au service des intérêts mutuels et pour le renforcement de la coopération fructueuse entre les deux pays", selon la même source.

SIDI BEL ABBÉS

Future formation sur l'aquaculture

La chambre de la chambre inter wilayas de la pêche et de l'aquaculture de Sidi Bel Abbés offre une nouvelle session de formation au profit des étudiants porteurs de projets et des investisseurs.
Cette nouvelle formation comme l'a précisé le directeur de la CIWPA de SBA, M. Toufik Boutouchent, sera sur l'élevage du tilapia et l'exploitation de l'eau d'aquaculture dans l'irrigation des terres agricoles.
La session est programmée du 25 au 27 février prochain et sera encadrée par un staff de l'école de formation technique de la pêche marine et l'aquaculture de Béni Saf.
A noter que cette formation suit celle organisée du 04 au 06 février sur la spiruline.
Deux autres sessions ont eu lieu l'année passée autour de l'élevage de la tilapia et la crevette.
Joint par nos soins, le directeur de la chambre inter wilayas de la pêche et de l'aquaculture de Sidi Bel Abbés M. Boutouchent Toufik, révèle que 19 étudiants de l'ENSSMAL (École Nationale Supérieure des Sciences de la Mer et de l'Aménagement du Littoral) ont bénéficié du 2 au 6 Février 2025, d'une formation sur la spiruline au niveau de la wilaya de Sidi Bel Abbés.
Une formation assurée par des spécialistes de la chambre inter-wilayas de la pêche et de l'aquaculture et de l'école de formation technique en pêche maritime et aquaculture de Béni Saf, ainsi que des enseignants de l'université Djilali Liabes de Sidi Bel Abbes. En parallèle, un nouveau point de vente de poissons d'élevage vient d'être inauguré au niveau du quartier La Bremer (Bouazzaa Gharbi) dans la rue menant vers la crèche de la CNAS.

TLEMCEN

Deux ateliers d'action pour développer la filière agrumicole

L'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Tlemcen a organisé, deux ateliers de travail sur le développement de la filière des agrumes dans la wilaya, en préparation d'une journée d'étude sur le thème « La filière des agrumes dans la wilaya de Tlemcen : un défi pour le développement de la production et la préservation des variétés locales », prévue pour le 17 février par la même autorité.

Le premier atelier est dédié à l'irrigation et aux sources d'eau, tandis que le second porte sur la commercialisation, le stockage, la transformation et la préservation des variétés locales d'agrumes. Ces ateliers ont réuni divers partenaires, notamment les directions des ressources en eau, de l'agriculture, de l'environnement et des forêts, ainsi que les professionnels de la filière des agrumes de la wilaya.
La directrice des ressources en eau de la wilaya, Mme Ould Yarou Aouali, a indiqué dans une intervention lors d'un atelier que « la wilaya de Tlemcen est pionnière dans le domaine de l'irrigation agricole à l'eau traitée et dispose d'un périmètre irrigué modèle dans la commune de Hennaya (750 hectares), irrigué par la station de traitement des eaux usées d'Aïn-Houtz à Tlemcen ». Elle a souligné que la commune de Hennaya est connue pour la culture des agrumes, une des grandes filières agricoles soutenues par la direction des ressources en eau de Tlemcen, qui œuvre à l'élargissement des superficies irriguées et à l'accompagnement des agriculteurs pour la réalisation de puits d'irrigation. Elle a également mis l'accent sur la réalisation de stations de traitement des eaux usées dans la wilaya, comme la station de Sebdou, dont les travaux touchent à leur fin et celle de Remchi, ainsi que des études pour la réalisation de stations similaires dans les communes de Terny, Ouled Mimoune, Aïn-Nehala et Aïn-Talout.
Elle a ajouté que les sources d'eau dans la wilaya sont variées, incluant celles des deux stations de dessalement de l'eau de mer de Souk-Tous et Honaine, ainsi que les puits du projet du Chott-Gharbi, destinés à l'approvisionnement en eau potable et à l'irrigation.
En outre, des forages sont présents dans les régions frontalières, comme deux puits à Marsa Ben M'hidi et Boukanoun, ainsi que trois autres en cours de réalisation, qui entreront en service avant l'été prochain. Un projet est également en cours pour l'extension du périmètre irrigué de Hennaya, avec la réalisation d'une station de traitement des eaux usées ayant une capacité de 60.000 mètres cubes par jour.
De son côté, la directrice de l'environnement de la wilaya, Mme Rafika Belhadj, a annoncé qu'un programme a été élaboré par la commission régionale de surveillance des installations classées pour organiser des visites dans toutes les entreprises générant des eaux industrielles usées. L'objectif est de récupérer le plus grand volume possible d'eaux traitées pour les utiliser dans l'irrigation agricole, conformément à la stratégie de l'État visant à récupérer et réutiliser les eaux dans ce domaine. Le président de l'Association des agrumes de la commune de Hennaya, M. Hadi Ahmed, a souligné l'importance de l'ouverture de chemins agricoles pour les producteurs d'agrumes, notamment ceux possédant de grandes superficies, afin de leur permettre d'accéder à leurs terres pour prendre soin des arbres fruitiers, notamment dans les conditions climatiques difficiles.

ORAN

Une plateforme numérique destinée aux investisseurs dans tous les secteurs

Une plateforme numérique destinée aux investisseurs sera lancée pour promouvoir les opportunités d'investissement dans la wilaya d'Oran dans tous les secteurs, ont indiqué, vendredi, les services de la wilaya. Le lancement de cette plateforme s'inscrit dans le cadre de la politique menée par l'Etat, conformément aux directives du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer et diversifier l'activité économique créatrice de richesse et d'emplois, selon les mêmes services. La plateforme numérique constitue également un outil de guidage et d'accompagnement, offrant aux investisseurs toutes les informations nécessaires, notamment concernant les opportunités d'investissement disponibles dans la wilaya dans différents secteurs, l'offre immobilière et les divers avantages liés à l'investissement, a ajouté la même source.
Les services de la wilaya mettent à la disposition des investisseurs le lien "oran-invest.dz" pour consulter et découvrir les opportunités d'investissement disponibles à Oran dans divers secteurs, a-t-on indiqué.

ORAN

Baisse des transactions immobilières entre particuliers à Aïn El Türck

De l'avis de nombreux intermédiaires de l'immobilier installés à Aïn El Türck, les transactions immobilières entre particuliers sont en nette baisse comparativement aux années précédentes. La raison serait liée à une hausse assez importante du prix du mètre carré. Une hausse incompréhensible, jugent certains agents immobiliers, « car cela plombe le marché de l'immobilier comme le dénote la baisse drastique des transactions immobilières qui ont chuté de près de 50% depuis l'été passé », rétorquent ces derniers qui ne manquent pas de pointer du doigt les charges financières afférentes aux transactions.
La question du pouvoir d'achat étant écartée selon ces intermédiaires, un autre facteur aurait pu influer sur cette décontraction dans le volume des opérations de vente et d'achat entre particuliers, à savoir celui de l'éclosion des tours immobilières dans la commune d'Aïn El Türck, vécu comme un véritable phénomène. En effet, les promotions immobilières ont investi l'espace urbanistique dans la station balnéaire, reconfigurant totalement son paysage urbain. Les constructions en hauteur et en élévation ne sont plus un tabou dans la contrée balnéaire où le R+2 représentait jusqu'à il y a une poignée d'années, la limite autorisée par les services techniques de l'urbanisme. Enthousiasmés par les nouvelles modifications dans les lois de la construction, les promoteurs immobiliers s'arrachent les terrains pour leurs projets, disponibles uniquement auprès des propriétaires particuliers. Les assiettes foncières relevant du domaine de l'Etat étant désormais quant à elles consacrées principalement aux projets d'investissements dans le secteur touristique ou pour les équipements publics. La demande se faisant ainsi pressante, les propriétaires d'habitations privées sont expressément sollicités par les promoteurs immobiliers qui ne rechignent pas à mettre le prix pour l'acquisition du bien, généralement bâti court-circuitant au passage les agences immobilières. Et ce n'est guère un hasard si les demandes de permis de démolition ont explosé auprès des services techniques de l'APC. Scrutant l'état d'esprit en vogue chez les promoteurs immobiliers, les propriétaires d'habitations se mettent en position d'attente pour négocier les meilleures offres financières, sans omettre de fixer la barre, haut.

La fin des nations unies et le retour de la force

« Les premières décisions de Donald Trump viennent de planter un gros clou dans le cercueil des Nations unies et de l'idéalisme wilsonien. Elles ancrent le retour des relations internationales non pas au XXe siècle, ni même au XIXe, mais au XVIIIe siècle, quand les puissances se livraient à des guerres de conquêtes incessantes dans un monde qui n'était régulé ni par le « concert des nations » cher au XIXe siècle, ni par la Société des Nations et l'Organisation des Nations unies voulues par les présidents américains après la Première Guerre mondiale.

Par Guy Mettan (*)

En quittant l'Organisation mondiale de la santé, mais surtout en réclamant l'annexion du Canada, du Panama et du Groenland aux Etats-Unis, Trump prononce non seulement l'acte de décès du droit des gens et des peuples laborieusement mis en place depuis le Traité de Vienne en 1815 mais également celui de l'ordre international créé par son prédécesseur Woodrow Wilson en 1918. A côté de ces ambitions-là, Poutine avec sa guerre de frontière en Ukraine et Netanyahu avec son annexion du Golan et ses massacres en Palestine, au Liban et en Syrie font petits joueurs.

C'en est fini de l'idéalisme, de la lutte pour la démocratie, des « valeurs », des droits de l'homme et autres prétentions morales qui servaient de fondement aux relations internationales depuis cent ans. Le XXe siècle libéral, moraliste et universaliste d'obédience occidentale vient de se terminer. L'expansion néolibérale globaliste sous égide américaine menée à la faveur de l'effondrement soviétique en 1991 fut son chant du cygne. Après des succès initiaux, l'opération a tourné au fiasco et Trump essaie d'en tirer les conséquences.

Le vrai XXIe siècle vient donc de commencer : il sera protectionniste, centré autour de puissances régionales, de pôles civilisationnels dirait Samuel Huntington, multipolaire diraient Vladimir Poutine, Xi Jinping et les BRICS+. Ces pôles seront en concurrence pour la maitrise des ressources et des marchés, et parfois en conflit entre eux. Leurs relations seront centrées sur leurs intérêts et d'ordre transactionnel. Ce qui n'est pas forcément un mal pour la paix mondiale, l'ordre moral prétendument défendu par l'Occident étant peu à peu devenu toxique et insupportable aux yeux des autres nations, dégoutées par l'instrumentalisation éhontée qui en était fait.

Mais rembobinons le film afin de mieux en distinguer les séquences.

Dans sa somme intitulée Diplomatie, Henry Kissinger a très bien décrit comment, après les effroyables guerres de religion, les monarchies d'ancien régime, bien que focalisées sur l'accroissement de leur puissance, avaient mené des guerres somme toute limitées par les codes d'honneur aristocratiques (« Messieurs les Anglais, tirez les premiers… ») et les mariages entre princes.

Puis survinrent la Révolution française et Napoléon, qui introduisirent l'idée de guerre idéologique – menée au nom du droit des peuples à bénéficier des bienfaits de la révolution et à être délivré de l'oppression monarchique – et de guerre totale – avec la mobilisation de centaines de milliers de citoyens en armes et de tous les moyens économiques disponibles.

Le traité de Vienne tenta de créer un nouvel ordre, plus stable. Les quatre vainqueurs et la France redevenue monarchique s'entendirent pour mettre en place ce qu'on a appelé un « équilibre des puissances », de nature conservatrice, et un mécanisme de résolution des conflits basé sur la convocation de grandes conférences en cas de conflit grave – le fameux « concert des nations ». Le système a garanti une paix relative pendant un siècle, jusqu'à ce que la montée en puissance de l'Allemagne, ses ambitions imprudentes, et la constitution progressive d'alliances et de contre-alliances impératives conduisent mécaniquement au désastre à la première étincelle venue – l'assassinat de l'archiduc autrichien François-Ferdinand.

C'est pour éviter ce retour au chaos que Wilson proposa son idée de sécurité collective incarnée par une Société des Nations qui serait chargée de punir et d'empêcher les fauteurs de guerre d'agir en misant notamment sur la démocratie, la transparence, le contrôle des armements, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et les sanctions en cas de violation des règles.

Un projet moralement impeccable mais qui ne fut jamais réellement appliqué. D'une part les Etats-Unis avaient beau jeu de proposer ces nouvelles normes, eux qui venaient de génocider leurs populations indiennes, d'arracher le Texas et leurs provinces méridionales au Mexique, d'acheter l'Alaska et d'annexer Hawaï et Porto-Rico sans le moindre scrupule moral. Cela, tout en refusant d'assumer leurs responsabilités en renonçant à participer à la SDN. Et de leur côté, les Européens, dont les quatre empires, russe, autrichien, allemand et ottoman venaient d'éclater en myriades d'entités et d'ethnies difficiles à intégrer dans des Etats nationaux sans consistance historique, se voyaient confrontés à une mission impossible.

L'expérience de la SDN partit donc rapidement en vrille et conduisit au désastre de 1939 et à la mise en place, en 1945, d'une nouvelle structure, l'ONU, qui devait reprendre le principe de sécurité collective sans les défauts de son aînée.

Le système ne fonctionna pas trop mal au début. Il réussit à maintenir les ponts ouverts pendant la guerre froide et à absorber les nouveaux Etats issus de la décolonisation. Mais, tout comme le concert des nations aux XIXe siècle face à la pression allemande, il fut incapable de résister à l'hégémonisme américain qui fit suite à la disparition du contre-pouvoir soviétique. Il se montre aujourd'hui impuissant à accorder une place raisonnable aux puissances montantes du moment, Chine, Russie, mais aussi Inde, Brésil, Afrique, et autres nations qui réclament leur place à la table du pouvoir. Avec sa majorité de trois membres permanents sur cinq au Conseil de sécurité, l'Occident persiste à peser de façon disproportionnée sur la gouvernance mondiale.

Si l'on ajoute à cela le fait qu'il a systématiquement trahi les valeurs sur lesquelles il prétendait fonder sa politique – démocratie, droits de l'Homme, respect du droit, etc. – tout en s'empêchant de négocier avec ses adversaires au prétexte qu'on ne parle pas avec le diable, on comprendra encore mieux pourquoi cet ordre mondial prétendument « fondé sur des règles » est devenu obsolète, voire insultant pour la majeure partie de l'humanité.

En revenant à une forme brutale de realpolitik, en se méfiant de l'OTAN (souvenons-nous que Kissinger disait que toute alliance était forcément tournée contre quelqu'un et était porteuse de guerre à terme), en tournant la page du moralisme et de l'impuissance du multilatéralisme wilsonien et onusien, Trump cherche à remettre les Etats-Unis au centre du jeu en la libérant des entraves collectives qu'elle avait elle-même contribué à mettre en place.

Les Européens, qui avaient eu beaucoup de peine à admettre les principes et l'idéalisme de Wilson, sont désormais les derniers à y croire. Ils s'y accrochent même dur comme fer, en refusant de négocier avec les méchants Russes en Ukraine et en fermant hypocritement les yeux sur les exactions de leurs protégés israéliens en Palestine.

Il n'est pas sûr que l'histoire leur donne raison. »

- Journaliste, ancien directeur et rédacteur en chef de la Tribune de Genève, ancien directeur du club suisse de la presse. Député et ancien président du Grand Conseil de Genève. Auteur d'une dizaine de livres.

MAURITANIE

La production de la mine d'or Tasiast stable à 622 400 onces en 2024

Tasiast est la plus grande mine d'or de Mauritanie, avec une production de 620 793 onces en 2023. Elle a représenté la même année 29 % des recettes minières du pays.
La mine d'or Tasiast a livré 622 394 onces en 2024, contre 620 793 onces en 2023. C'est l'annonce faite mercredi 12 février par Kinross Gold, propriétaire canadien de la plus grande mine d'or de Mauritanie. Cette performance permet à Kinross de dépasser sa prévision initiale de 610 000 onces pour Tasiast qui a représenté 29 % de la production attribuable de la compagnie. La mine d'or mauritanienne n'a néanmoins pu compenser la baisse de la production de Kinross, qui est passée de 2,15 millions d'onces en 2023 à 2,12 millions d'onces l'année dernière. Notons que la production à Tasiast est restée stable grâce au débit record enregistré à l'usine de traitement. Depuis le second semestre 2023 et la réussite du projet Tasiast 24k, la capacité de traitement de la mine a en effet augmenté de plus de 50 %.
En 2025 néanmoins, Kinross prévoit une baisse de la production de Tasiast à 500 000 onces d'or, ce qui devrait faire chuter la part de la mine dans la production du groupe à 25 %. Cette situation qui devrait se poursuivre en 2026 et 2027, s'explique par la baisse des teneurs durant la phase de travaux permettant d'accéder à de nouvelles réserves de minerai. Le plan minier de Tasiast prévoit un rebond de la production à plus de 600 000 onces dès 2028.
Il faudra voir l'impact de ces prévisions sur la contribution des Mines à l'économie au cours des trois prochaines années. Selon l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), les Mines ont représenté en 2023 près de 80 % des recettes d'exportation, 19,9 % du PIB et 22,7 % des recettes budgétaires. La mine d'or Tasiast a participé pour 28,7 % aux revenus miniers de l'État.

ARABIE SAOUDITE

Les revenus atteignent 336 milliards de dollars en 2024

La hausse des revenus a été principalement alimentée par une augmentation des revenus non pétroliers, qui ont représenté 40% des revenus totaux et ont atteint 502,47 milliards de riyals saoudiens, reflétant une augmentation de 9,78% d'une année sur l'autre.

Bien que le pétrole reste la principale source de revenus, sa part dans le revenu total du gouvernement a diminué. La baisse des recettes pétrolières en 2024 a été largement attribuée à l'engagement de l'Arabie saoudite à réduire sa production conformément aux accords de l'Opep+
Les recettes totales du gouvernement saoudien ont atteint 1 260 milliards de riyals saoudiens (336 milliards de dollars; 1 dollar = 0,96 euro) en 2024, marquant une augmentation de 4% par rapport à l'année précédente et dépassant les estimations budgétaires initiales de 7%, selon les dernières données officielles.
Selon le rapport sur la performance du budget publié par le ministère des Finances jeudi, les dépenses totales se sont élevées à 1 370 milliards de riyals saoudiens, reflétant une augmentation annuelle de 6%, tandis que le déficit budgétaire s'est creusé à 115,63 milliards de riyals saoudiens, soit une augmentation de 43% par rapport à 2023, mais conforme aux prévisions.
L'augmentation des revenus a été principalement alimentée par une hausse des revenus non pétroliers, qui ont représenté 40% des revenus totaux et ont atteint 502,47 milliards de riyals saoudiens, reflétant une augmentation de 9,78% d'une année sur l'autre.
Les taxes sur les biens et services ont représenté la plus grande partie des recettes non pétrolières, soit 57,5% du total et une augmentation de 10,03% à partir de 2023.
Les autres sources principales comprennent les recettes non fiscales (121,94 milliards de riyals saoudiens), les autres taxes (35,65 milliards de riyals saoudiens), les impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital (31,57 milliards de riyals saoudiens) et les taxes sur le commerce international et les transactions (24,5 milliards de riyals saoudiens), soit une part de 4,88% en 2024.
Bien que le pétrole reste la principale source de revenus, sa part dans le revenu total du gouvernement a diminué, passant de 62,24% en 2023 à 60% en 2024, avec des revenus provenant du pétrole brut et des produits pétroliers atteignant 756,62 milliards de riyals saoudiens.
La baisse des recettes pétrolières en 2024 a été largement attribuée à l'engagement de l'Arabie saoudite à réduire sa production conformément aux accords de l'Opep+ visant à stabiliser les marchés pétroliers mondiaux.
Malgré cela, le Royaume reste sur une trajectoire budgétaire expansionniste, avec une augmentation des dépenses publiques pour soutenir les initiatives de la Vision 2030.
L'augmentation des dépenses reflète les investissements soutenus dans les infrastructures, la diversification économique et les projets de développement social.
Bien que le déficit budgétaire se soit creusé, il reste dans les limites des attentes et à un niveau gérable par rapport au PIB.
L'Arabie saoudite continue de maintenir une position budgétaire solide, renforcée par une gestion prudente de la dette et des notations de crédit favorables. Le ministère des Finances, en collaboration avec le Centre national de gestion de la dette, suit une stratégie d'emprunt globale qui garantit la viabilité à long terme en diversifiant les sources de financement sur les marchés nationaux et internationaux.

ÉGYPTE

2 nouveaux projets textiles annoncés pour doper les recettes d'exportation

L'Égypte est l'un des principaux fabricants et exportateurs de vêtements en Afrique avec une industrie textile en pleine croissance. Le pays attire de plus en plus de projets d'investissement orientés vers l'exportation. En Égypte, l'Autorité générale de la zone économique du canal de Suez (SCZone) a signé, le mercredi 12 février, des accords pour la réalisation de 2 projets textiles mobilisant un investissement cumulé de 3 millions $ dans la zone industrielle de Sokhna. Selon Walid Gamal El-Din, président de la SCZone, ces deux réalisations occuperont une superficie de 0,35 hectare. Les informations relayées par le quotidien local Egypttoday, soulignent que le premier projet d'un coût total de 2 millions $, baptisé « Velvet », porte sur la construction d'une usine dédiée à la production de tapis de prière, de tissus en velours et de textiles tissés, avec des projections de 6 millions $ d'exportations d'ici la fin de l'année 2025. Le deuxième projet baptisé « Legend », prévoit l'installation d'une usine spécialisée dans le tricotage et l'impression de textiles avec des projections de 4 millions $ d'exportations en 2025. Au total, ces deux projets industriels devraient contribuer à augmenter les recettes d'exportation de l'industrie textile égyptienne de 10 millions $ cette année. Ces nouveaux investissements s'alignent sur les ambitions de croissance du secteur textile et habillement à l'export. Dans le pays, le Conseil des exportations de vêtements prêts-à-porter a par exemple dévoilé en janvier dernier son ambition d'augmenter ses recettes d'exportations de 16 % pour atteindre 3,3 milliards $ en 2025.

Eni veut prospecter 2 ans de plus sur le champ Zohr

Alors que la production gazière du champ Zohr a baissé ces dernières années, Eni a lancé des travaux d'exploration pour étendre ses réserves. Après un arrêt en 2024, la compagnie est en passe de reprendre ses activités sur le site.
La compagnie pétrolière italienne Eni envisage de rallonger les études prospectives sur le champ gazier Zohr qu'elle opère en Égypte de deux années. C'est ce qu'a révélé le Premier ministre égyptien Mostafa Madbouly, dans un discours télévisé le jeudi 13 février. S'il n'a pas fourni plus de précisions sur les plans de l'opérateur, il a indiqué que les activités devraient reprendre sur le site dans les semaines à venir.
Il faut souligner qu'Eni a intensifié la prospection à Zohr ces dernières années, dans un contexte de baisse de la production de ce gisement. Au premier semestre 2024, le champ ne livrait en effet plus que 1,9 milliard de pieds cubes de gaz naturel par jour, contre une production moyenne de 2,7 milliards de pieds cubes auparavant.
Ce recul a affecté la production totale de l'Égypte qui dépend à 40% des volumes extraits à Zohr, causant par la même occasion un déficit d'approvisionnement dans un pays où le mix énergétique est dominé à hauteur de 52% par le gaz.
Selon le site officiel d'Eni, les réserves du champ Zohr sont actuellement estimées à 480 millions de barils d'équivalent pétrole. Si de nouvelles démarches prospectives sont attendues pour le projet cette année, notons que l'Égypte continue d'importer du gaz naturel afin de compenser le déficit énergétique. La semaine dernière, Reuters a rapporté que le pays a passé une nouvelle commande de 60 cargaisons de GNL auprès de Shell et TotalEnergies.

MALI

Kodal La deuxième mine de lithium entre en production

Le Mali a ouvert en décembre 2024 sa première mine de lithium, Goulamina, avec une capacité de production annuelle supérieure à 500 000 tonnes. Alors que la deuxième mine de lithium devrait produire moins, le Mali est bien placé pour devenir le deuxième producteur africain de lithium en 2025.

Kodal Minerals a annoncé mardi 11 février la production du premier concentré de spodumène à sa mine de lithium Bougouni. Ce succès marque la mise en service de la deuxième mine de lithium du Mali, après l'inauguration en décembre 2024 de la mine de Goulamina.

« La première production de concentré de spodumène à Bougouni marque une étape importante pour Kodal et je voudrais remercier toute notre équipe pour cette réalisation, qui reflète entièrement le dévouement et les efforts de toutes les personnes impliquées », a commenté Bernard Aylward, PDG de la société britannique.

Ce premier concentré de spodumène livré par l'usine de traitement de Bougouni affiche une teneur de 5,52 % en lithium. Une teneur qui pourra encore être améliorée, alors que l'installation doit monter en puissance dans les prochaines semaines afin d'atteindre la phase de production commerciale. Aucune date n'a été fixée pour cet évènement, mais Kodal vise les premières expéditions de produits miniers vers la Chine d'ici la fin mars 2025.

Il faut souligner que la construction de Bougouni est le fruit d'un partenariat entre la société britannique et le chinois Hainan Mining, actionnaire majoritaire de la mine. Les deux parties ont injecté environ 65 millions $ dans les travaux pour développer une mine capable de livrer annuellement 125 000 tonnes de concentré de spodumène au cours de la première phase d'exploitation. La production pourra ensuite atteindre 230 000 tonnes par an.

Notons qu'en combinant Bougouni à la mine de Goulamina et sa capacité de production de plus de 500 000 tonnes de concentré par an, le Mali se positionne comme une place forte pour le lithium en Afrique de l'Ouest. Selon Benchmark Mineral, le Mali devrait devenir en 2025 le deuxième producteur africain de lithium derrière le Zimbabwe, contribuant à 14 % de l'offre totale en provenance du continent. Le pays est bien placé pour profiter de la croissance attendue de la demande mondiale de ce métal essentiel à la transition énergétique.

Le gouvernement et les investisseurs locaux devraient obtenir 35 % d'intérêts dans chacune des deux mines, mais les retombées économiques pourraient être accrues en investissant aussi dans la transformation locale. Cette étape de la chaine de valeur du lithium, consistant notamment à produire de l'hydroxyde de lithium ou du carbonate de lithium, n'est pas encore officiellement intégrée aux plans du gouvernement dans le secteur.

DANS LES ÉCONOMIES DE LA CEDEAO

La BIDC a investi 365 millions $ en 2024

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) a investi 365 millions de dollars en 2024 dans plusieurs secteurs vitaux de l'économie ouest-africaine, a annoncé l'institution.

Ces financements ont été dirigés vers les infrastructures, l'industrie, l'éducation, la santé et les services, dans le but de stimuler la croissance, créer des emplois et améliorer les conditions de vie dans la sous-région, a-t-elle ajouté.

Ce montant est en baisse par rapport aux 509 millions de dollars engagés en 2023 et aux 724,7 millions de dollars en 2022, une évolution que la banque explique par la fin prochaine de son Plan stratégique 2021-2025. Ce programme prévoyait d'injecter 2,57 milliards de dollars sur cinq ans pour financer des projets de développement.

Selon George Agyekum Donkor (photo), président de la BIDC, les objectifs ont été atteints.

Malgré cette baisse des engagements, la banque affiche une situation financière solide. Son total bilan a atteint 1,97 milliard de dollars à fin 2024, dépassant l'objectif de 1,7 milliard de dollars fixé dans son plan stratégique. En 2023, ce total s'élevait à 1,87 milliard de dollars, confirmant une croissance continue de l'institution.

NIGERIA

5,91 millions $ pour déployer 23 mini-réseaux destinés au secteur agricole

Les mini-réseaux constituent une solution viable pour électrifier les zones rurales du Nigeria, stimulant ainsi l'agriculture et le développement des économies locales.

La Rural Electrification Agency (REA) du Nigeria, la Global Environment Facility (GEF) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) soutiennent la mise en œuvre de l'Africa Minigrids Program avec 5,91 millions USD pour installer 23 mini-réseaux dans 6 zones du pays.

L'initiative vise à renforcer l'accès à une énergie propre pour les petits exploitants agricoles et à dynamiser le secteur agro-industriel grâce à des infrastructures énergétiques durables.

Les mini-réseaux d'une capacité comprise entre 30 et 200 kWp font partie des 120 unités prévues par l'Energizing Agriculture Programme (EAP).

Leur déploiement qui s'étalera sur 48 mois vise à alimenter plus de 70 000 personnes en électricité propre, connecter 600 infrastructures agricoles pour l'irrigation, l'agro-transformation, la réfrigération, etc., et fournir de l'énergie à 375 établissements sociaux (écoles, centres de santé, centres communautaires, etc.).

Le Nigeria, où des dizaines de millions de personnes sont toujours sans électricité, fait des efforts pour développer des solutions d'électrification rurale à travers les mini-réseaux.

Ces systèmes plus flexibles et adaptés aux zones reculées sont considérés comme une bonne alternative aux extensions coûteuses du réseau national ou à l'utilisation du diesel.

L'initiative s'inscrit aussi dans le cadre de Mission 300, un programme dirigé par la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, et qui vise à fournir de l'électricité à 300 millions de personnes en Afrique d'ici 2030. Le Nigeria bénéficie par ailleurs d'un financement de 70 millions $ de la Société financière internationale (IFC) pour des projets similaires.

BURKINA FASO

144 millions $ pour la gestion de l'eau et des services agricoles

Au Burkina Faso, l'agriculture contribue à hauteur de 16 % au PIB et emploie près de 75 % de la population active. Ce secteur essentiel à l'économie, est l'un des plus grands consommateurs de ressources hydriques du pays.

Au Burkina Faso, le gouvernement a approuvé le mercredi 12 février en Conseil des ministres un accord de financement de plus de 91,2 milliards de francs CFA (144,4 millions $) conclu avec l'Association internationale de développement (IDA). Cette enveloppe est destinée à financer le Projet de sécurité de l'eau au Burkina Faso (PSE-BF). Prévu pour une durée de 6 ans, ce projet sera mis en œuvre dans 8 régions à savoir le Plateau-Central, le Centre, le Centre-Sud, le Centre-Est, le Centre-Ouest, les Hauts-Bassins, le Nord et le Sud-Ouest. Les interventions prévues porteront entre autres sur la réhabilitation de 35 barrages, l'aménagement de 788 hectares de périmètres irrigués, l'empoissonnement de 15 réservoirs d'eau, la construction de 15 bassins piscicoles, la restauration de 5 000 ha de terres dégradées ou encore la création d'un fonds dédié à l'eau.

« Ce financement contribuera à améliorer la sécurité des barrages, l'accès aux services associés d'irrigation et des bassins versants et la résilience des bénéficiaires face au changement climatique », peut-on lire dans le communiqué du conseil des ministres.Plus largement, cette initiative devrait contribuer à soutenir les efforts dans le pays pour le développement du secteur agricole.

Au Burkina Faso, où le climat est aride comme dans la majorité des pays du Sahel, les interventions se multiplient en faveur de la maîtrise de l'eau et du développement de l'irrigation pour soutenir la production agricole. Dans le pays, le Comité de pilotage du Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (PRSA-BF) avait déjà par exemple annoncé en janvier dernier son intention d'injecter plus de 23,6 millions $ dans la réalisation de projets axés sur l'aménagement de périmètres irrigués, de bas-fonds et de jardins maraîchers en 2025. Selon les données officielles, le Burkina Faso dispose d'un potentiel de plus de 233 500 hectares de terres irrigables pouvant servir à la culture du riz. Sur ce total, la FAO rapporte que moins de 5 % des superficies irrigables sont mises en valeur.

ETATS UNIS

Wall Street termine en hausse

La Bourse de New York a terminé dans le vert jeudi, naviguant sereinement entre les nouvelles sur les droits de douane et l'inflation, tout en étant tirée par les gains de certaines capitalisations géantes du secteur technologique.

Le Dow Jones a gagné 0,77%, l'indice Nasdaq a avancé de 1,50% et l'indice élargi S&P 500 de 1,04%.
Côté indicateurs, la place américaine a été satisfaite jeudi de la publication de l'indice des prix à la production aux Etats-Unis (PPI), qui mesure l'inflation côté producteurs.
Sur un mois en janvier, les prix de gros ont progressé de 0,4%, contre 0,5% en décembre (dont les données ont été fortement révisées à la hausse), soit plus qu'anticipé par les analystes. En revanche, l'inflation sous-jacente des prix à la production- excluant les prix volatils de l'énergie et de l'alimentation - est ressortie conforme aux attentes, montrant des signes de décélération et s'établissant à 0,3% en janvier, contre 0,4% le mois précédent.
La veille, le marché avait été plombé par l'indice CPI qui avait montré une augmentation de 3% des prix à la consommation, alors que les économistes s'attendaient à un ralentissement à +2,8% sur un an en janvier, selon le consensus compilé par MarketWatch.
Dans un mémo, le président américain a demandé à ses équipes de faire une revue complète des disparités commerciales entre les Etats-Unis et le reste du monde pour mettre en place ces droits de douane "personnalisés" pays par pays, selon des précisions apportées par un responsable de la Maison Blanche à la presse.
Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts d'Etat américains à dix ans s'est détendu, à 4,53%, contre 4,62% mercredi en clôture.
Ailleurs, au tableau des valeurs, Wall Street a été portée par les gains d'une partie des grandes capitalisations du secteur technologique

LA BOURSE DE MILAN EST POSITIVE

Le FtseMib dépasse les 38.000 points

La bourse de Milan est positive, le FtseMib dépasse les 38.000 points, un plus haut de 17 ans, Unipol est en bonne santé, Tim est en baisse.
Les indices ont progressé prudemment sur la Piazza Affari, au terme d'une semaine globalement positive en Europe, l'indice Ftse Mib des principales blue chips sur la Piazza Affari repassant au-dessus des 38 000 points, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis fin décembre 2007.
Les contrats à terme sur les indices américains ont également montré des signes de stabilité substantielle, les investisseurs attendant plus de clarté sur le plan de tarifs douaniers réciproques annoncé par le président Donald Trump.
Les marchés se concentrent à nouveau sur la publication de leurs rapports trimestriels.
Vers 12h50, l'indice Ftse Mib a gagné 0,55%. Les volumes se sont élevés à 1,64 milliard d'euros.
Valeurs en évidence
Parmi les meilleures valeurs de l'indice principal de la bourse de Milan, Unipol augmente de 1,25%, l'action atteignant 14 euros, son plus haut niveau depuis avril 2010, grâce à l'annonce d'un dividende sur les résultats de 2024 plus élevé que prévu. Selon Equita, il s'agit d'une "surprise positive sur le front de la rémunération des actionnaires".
Dans le secteur du luxe, volatile Moncler, qui cède 2% en réalisation après avoir touché un nouveau plus haut à plus de 70 euros et malgré les résultats positifs publiés hier à la clôture de la bourse et supérieurs aux attentes. En revanche, Ferragamo a bien résisté, augmentant de 2,7%, prolongeant le rallye d'hier, dans un secteur du luxe européen qui a enregistré ce matin de bons chiffres de vente pour Hermes.
Les banques ont été positives, avec Uncredit en hausse de 1,5% et Intesa en hausse de 0,6%.
En bas du Ftse Mib Telecom Italia a chuté de 5,76%, un peu moins que les actions d'épargne à -3,7%, pénalisées par des réalisations et des mouvements techniques après le récent rallye, également en raison de l'affaiblissement de l'attrait spéculatif lié à d'éventuelles opérations de fusions et acquisitions en attendant l'entrée de Poste dans la structure de l'actionnariat.
Parmi les valeurs mineures, Elica a chuté de 3% après que les résultats du quatrième trimestre aient été inférieurs aux attentes.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 13 Février 2025
Valeur : 17 Février 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.9589	134.9739
1	EUR	EURO	140.7351	140.7643
1	GBP	POUND STERLING	168.8252	168.8863
100	JPY	JAPANESE YEN	87.4879	87.5260
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5032	18.5104
1	CHF	SWISS FRANC	148.2902	148.3719
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.5620	94.5924
1	DKK	DANISH KRONE	18.8682	18.8711
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.4578	12.4616
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.0004	12.0053
1	AED	UAE DIRHAM	36.7405	36.7496
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.9842	35.9902
1	KWD	KUWAITI DINAR	436.9016	437.0916
1	TND	TUNISIAN DINAR	41.8621	42.2828
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.4852	13.4867
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.4089	27.5496
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3910	3.4016
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.0739	176.0739

Les Bourses d'Asie digèrent les menaces douanières de Trump

Les marchés en Asie digéraient la promesse par Donald Trump d'imposer des "droits de douane réciproques" généralisés, tandis qu'à Tokyo, Sony s'envolait sur fond de solides prévisions et Nissan bondissait après avoir détaillé son plan de restructuration suite à l'échec de sa fusion avec Honda.
A la Bourse de Tokyo vers 02H30 GMT, l'indice vedette Nikkei reculait de 0,44% à 39.287,30 points, et l'indice élargi Topix était à l'équilibre (+0,04% à 2.766,67 points). A Séoul, l'indice Kospi grimpait en revanche de 0,39%, et Sydney progressait de 0,48%.
Les investisseurs digéraient l'annonce par le président américain Donald Trump que les Etats-Unis pourraient imposer des "droits de douane réciproques" pour rétablir l'"équité" dans leurs relations commerciales avec le reste du monde.
Sur la place tokyoïte, les opérateurs étaient tiraillés.Vers 02H30 GMT, la monnaie nippone se stabilisait (-0,03%) à 152,84 yens pour un dollar, après avoir bondi de plus de 1% la veille dans la foulée d'une hausse des prix à la production au Japon -laquelle renforçait la perspective de hausses de taux d'intérêt. A la Bourse de Hong Kong vers 02H30 GMT, l'indice Hang Seng gagnait 2,13% à 22.279,94 points. L'indice composite à Shanghai progressait de 0,05% et celui de Shenzhen de 0,59%.

LONDRES EN BAISSE

Mais l'Europe en hausse grâce à l'espoir de paix

Le FTSE 100 de Londres a été décevant jeudi, sous-performant massivement les pairs européens qui ont bondi sur les espoirs de paix en Ukraine. La faiblesse des valeurs bancaires après les résultats de Barclays, ainsi que les baisses de prix des actions d'Unilever et de British American Tobacco, ont pesé sur l'indice.
L'indice FTSE 100 a perdu 58,01 points, soit 0,7 %, à 8 749,43. Le FTSE 250 a perdu 16,97 points, soit 0,1%, à 20 863,53, et l'AIM All-Share a perdu 0,71 point, soit 0,1%, à 722,68.
Le Cboe UK 100 a baissé de 0,6% à 876,73, le Cboe UK 250 a perdu 0,1% à 18 212,07 et le Cboe Small Companies était en hausse de 0,4% à 16 147,02.
A Londres, Barclays a chuté de 6,0%. L'amélioration des bénéfices et le rachat d'actions n'ont pas réussi à stimuler le titre. Au moment de la publication du rapport, les actions de Barclays avaient plus que doublé par rapport à l'année précédente.
"En 2024, les banques britanniques se sont pour la plupart bien comportées, car les taux ont suffisamment baissé pour éviter une avalanche de créances irrécouvrables qui ont entraîné des dépréciations, mais ils sont restés suffisamment élevés pour que les marges soient soutenues. Le secteur espère une évolution similaire en 2025. Cependant, bien qu'il n'y ait rien de trop alarmant dans les résultats annuels de Barclays, qui ont donné le coup d'envoi de la saison des résultats des banques britanniques, l'absence de revalorisation après une période de forte performance a fait tomber les actions de leur perchoir", a commenté Russ Mould, analyste chez AJ Bell.
"Le rachat d'un milliard de livres sterling était largement attendu, mais les bénéfices et les dividendes par action ont été inférieurs aux attentes. Les investisseurs ont également été déçus que les prévisions pour 2026 n'aient pas été revues à la hausse. Étant donné que la valeur de l'action a plus que doublé au cours des 12 derniers mois, il n'est pas surprenant de constater une certaine prise de bénéfices."
Les actions de NatWest ont également connu une période faste, leur valeur ayant également plus que doublé au cours de cette période de 12 mois. L'action était toutefois en baisse de 1,9 % jeudi à la mi-journée. Ailleurs dans le secteur bancaire, HSBC a chuté de 0,9 %, tandis que StanChart a perdu 1,1 %. Lloyds Banking Group a baissé de 0,5 %.
NatWest publie ses résultats vendredi, HSBC mercredi, Lloyds la semaine prochaine jeudi et StanChart la semaine prochaine vendredi.
Unilever a chuté de 6,9 %. L'entreprise a présenté des plans d'introduction en bourse pour son activité de crèmes glacées et a mis en garde contre un "démarrage plus lent" du nouvel exercice financier, après des ventes supérieures aux prévisions en 2024.
Le propriétaire de marques telles que Marmite et Ben & Jerry's, dont le siège est à Londres, prévoit d'introduire son activité "crèmes glacées" à Amsterdam, Londres et New York, les trois places boursières sur lesquelles Unilever est actuellement cotée.

EN PÉRIODE D'ESSAI

Le gouvernement Trump licencie des employés fédéraux

Selon le Washington Post, l'administration Trump a débuté les licenciements de certains employés de l'administration fédérale et a enjoint les directions d'agences gouvernementales à licencier les personnes en période d'essai.

Le gouvernement Trump a commencé à limoger certains employés de l'administration fédérale, selon le Washington Post, le président américain ayant fait de la réduction des dépenses publiques un axe majeur de sa politique.
Une employée du bureau chargé des fonctionnaires fédéraux (OPM) a confirmé à l'AFP - sous condition d'anonymat - avoir été licenciée ce jeudi, prévenue au cours d'une visioconférence à laquelle près de 100 personnes avaient été conviées.
Cette salariée, ainsi que plusieurs autres, était toujours en période d'essai. Elle a ensuite reçu une lettre de Charles Ezell, directeur par intérim de l'OPM, confirmant son licenciement.
Le Washington Post a rapporté que l'administration Trump avait enjoint les directions d'agences gouvernementales à se séparer de la plupart de leurs effectifs en période d'essai.

200.000 employés en période d'essai

Plus de 200.000 employés fédéraux sont en période probatoire, d'après les chiffres du gouvernement les plus récents, un statut provisoire qui facilite leur renvoi.
Si certains sont de jeunes diplômés de l'université, d'autres, plus âgés, avaient quitté le secteur privé pour rejoindre le service public.
Interrogés, l'OPM et la Maison Blanche n'ont pas répondu dans l'immédiat aux sollicitations de l'AFP.

Plan de départ contesté

Cette décision intervient au lendemain du feu vert donné par un juge américain au plan du gouvernement Trump, incitant les fonctionnaires fédéraux à démissionner contre une paie maintenue jusqu'à fin septembre.
Mené par l'OPM, ce plan de départ est contesté, notamment par des syndicats de fonctionnaires.
Plus de 75.000 employés fédéraux ont accepté l'offre de démission, selon le Washington Post.
Le bureau chargé des fonctionnaires fédéraux avait prévenu dans un email que ni "la pérennité" du poste des employés qui refusaient de démissionner, ni celle de leur administration, ne seraient garanties.
Un employé du ministère américain du Logement, qui a accepté de quitter son poste, a confié à l'AFP avoir pris cette décision en raison de la crainte d'être ultérieurement licencié.

"C'était mon job de rêve"

"C'était mon job de rêve", a dit ce fonctionnaire, qui n'était pas en période d'essai mais employé dans ce ministère depuis moins longtemps que beaucoup de ses collègues.
Contacté, un porte-parole du ministère du Logement n'a pas répondu dans l'immédiat.
Elon Musk, nommé par Donald Trump à la tête d'une commission à l'efficacité gouvernementale (Doge), s'est lancé dans une vaste offensive destinée à réduire les dépenses publiques, bouleversant le fonctionnement de l'Etat fédéral américain avec des méthodes décriées comme brutales.

ESPAGNE

L'inflation révisée à la baisse en janvier à 2,9%

L'inflation en Espagne a été légèrement révisée à la baisse en janvier pour atteindre 2,9% sur un an, soit 0,1 point de moins que l'estimation provisoire rendue publique le mois dernier, selon les chiffres publiés vendredi par l'Institut espagnol des statistiques (INE).
Le chiffre définitif de la hausse des prix pour janvier en rythme annuel est donc finalement supérieur de 0,1 point à celui de décembre, une augmentation attribuée par l'INE à la hausse des carburants et de l'électricité.
L'inflation du mois de décembre (2,8%) était déjà supérieure de 0,4 point au taux de novembre (2,4%).
Depuis septembre, lorsque l'indice des prix à la consommation avait chuté à 1,5%, le rythme de l'inflation a presque doublé.
L'inflation en Espagne se situe au-dessus de la cible de 2% fixée par la Banque centrale européenne (BCE).
Les deux principaux facteurs expliquant l'évolution des prix en janvier sont l'augmentation des prix des carburants, qui a entraîné une hausse de 0,7% en un mois du coût des transports (et de 1,3% sur un an), et celle des tarifs de l'électricité, qui a impacté le secteur du logement, avec une hausse de 0,5% par rapport à décembre et de 7,9% sur un an.
L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCA), qui permet les comparaisons entre les différents pays de la zone euro, a lui aussi augmenté de 0,1 point en janvier, à 2,9%. L'inflation sous-jacente (qui ne tient pas compte des prix de l'alimentation ou des produits énergétiques et qui est corrigée des variations saisonnières) a, quant à elle, baissé de 0,2 point pour s'établir à 2,4% sur un an

● POLOGNE

L'inflation s'accélère à 5,3% en janvier sur un an

La hausse des prix à la consommation en pologne s'est accélérée à 5,3% en janvier sur un an contre 4,7% en décembre, a indiqué vendredi l'Office polonais des statistiques (GUS). Les analystes tablaient à une hausse de 5 %.
Sur un mois, les prix ont augmenté en janvier de 1%. Selon GUS, les prix des produits alimentaires ont augmenté sur un an de 5,5%, et les coûts du logement et de l'énergie de 8,8%. En 2024, la hausse des prix à la consommation s'est fortement ralentie à 3,6% par rapport à 2023, lorsqu'elle s'était élevée à 11,4%.
Pour 2025, le gouvernement table sur une hausse des prix à la consommation de 5%.

● ETATS-UNIS

Recul des ventes au détail en janvier

La consommation des ménages a davantage reculé au mois de janvier aux Etats-Unis sous l'effet en particulier d'une baisse des dépenses dans le secteur automobile.
Les ventes au détail se sont élevées à 723,9 milliards de dollars pendant le premier mois de l'année, soit un repli de 0,9% par rapport à décembre, selon les données publiées par le département du Commerce, alors que les analystes s'attendaient à un recul moins prononcé de -0,2%.
Les chiffres pour décembre ont par ailleurs été révisés à la hausse, à 730,3 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 0,7% par rapport au mois précédent.
Les ventes du secteur automobile ont particulièrement reculé sur un mois (-2,8%). Si l'on exclut les ventes de voitures et pièces détachées, les ventes au détail accusent un repli moins marqué (-0,4% sur un mois).

● PORTUGAL

Hausse de plus de 10% des recettes de l'hôtellerie en 2024

Le secteur de l'hôtellerie au Portugal a réalisé un chiffre d'affaires de 6,6 milliards d'euros en 2024, en hausse de 10,9% par rapport à l'année précédente, selon une estimation provisoire publiée vendredi, par l'Institut national des statistiques (Ine).
Les archipels de Madère (+15,3%) et des Açores (+20,2%) sont les régions ayant enregistré les plus fortes hausses sur l'ensemble de l'année.
Au cours de l'année dernière, la filière hôtelière a enregistré plus de 80,3 millions de nuitées (+4%), accueillant près de 31,6 millions d'hôtes
(+5,2%), parmi lesquels 19,3 millions de touristes étrangers (+6,3%).
Les touristes étrangers ont représenté 70,3% des nuitées, soit "le poids le plus important depuis 2018", note l'Ine.
La filière du tourisme est l'un des moteurs de l'économie portugaise. En 2023, le secteur représentait 12,7% du PIB national.

ARGENTINE

2,2% d'inflation en janvier

L'inflation en Argentine s'est établie en janvier à 2,2%, soit le plus faible indice sur un mois depuis juillet 2020, après treize mois de politique d'austérité sous la présidence de Javier Milei, selon les statistiques officielles.
La hausse des prix sur janvier, publiée jeudi par l'Institut national de la statistique (Indec), confirme la tendance baissière des derniers mois, et en interannuel atteint 84,5%, passant pour la première fois sous la barre des 100% depuis deux ans, soit janvier 2023 (98,8% alors).
L'indice de janvier est le plus faible depuis les 1,9% enregistrés en juillet 2020. Même si à 84,5% sur douze mois, elle reste parmi les plus élevées au monde, son affaiblissement représente en un peu plus d'un an un revirement macro-économique spectaculaire pour la 3e économie d'Amérique latine.
"Le processus de désinflation continue" s'est félicité le ministre de l'Economie Santiago Caputo sur les réseaux sociaux.
Il salue "l'inflation la plus basse depuis le début de la présidence de Javier Milei", grâce "depuis le début à un processus de stabilisation et de désinflation basé sur trois piliers: budgétaire, monétaire et de change".
En un an de gouvernement, Javier Milei a reconquis un équilibre budgétaire au prix d'un "ajustement choc", d'une forte dévaluation de plus de 50% du peso dès ses premiers jours de présidence, de coupes claires dans les dépenses publiques, et d'un assèchement de l'émission monétaire.
Pour la première fois depuis 2020, l'Argentine a clôturé l'année 2024 avec un excédent des comptes publics.
Après un pic en décembre 2023 (+25,5%) sous le choc de la dévaluation initiale, l'inflation mensuelle a entamé une décélération graduelle mais constante, pour se maintenir constamment en dessous de 3% depuis octobre.

RENAULT ESTAFETTE, GOELETTE ET TRAFIC

Le renouveau des utilitaires au losange

Hormis leurs noms illustres, l'Estafette, la Goelette et le Trafic n'ont rien à voir avec les Renault utilitaires d'hier (et d'aujourd'hui). Au contraire, ces fourgonnettes montrent la voie d'un nouvel élan pour les utilitaires frappé du losange français.

Si l'on veut être précis, ces nouveaux utilitaires ne sont plus vraiment estampillés Renault mais Flexis. Plait-il ? Revenons brièvement au 23 octobre 2023. Le groupe Renault, le groupe Volvo et le prestataire de services logistiques CMA GCM Group s'associent dans une coentreprise pour développer la camionnette de demain. En toute "logique", elle sera électrique... et connectée. Et comme cette coentreprise doit bien avoir un nom, les trois partenaires l'ont baptisée « Flexis ».

Ce qui nous ramène donc à l'Estafette, à la Goelette et au Trafic. C'est en effet ladite Flexis qui a présenté ses trois premiers jets aux appellations célèbres. Basés sur la même plateforme modulaire et équipés de la même architecture électronique SDV (Software Defined Vehicle) - permettant non seulement un suivi actif des fourgons, mais aussi d'ajuster leur trajectoire si cela s'avère plus efficace - bien que sous une forme différente à chaque fois.

Et dans un premier temps en arborant un logo Renault sur le nez. En effet, le fameux losange représente un riche héritage à mettre en avant. Il n'est toutefois pas exclu que les trois camionnettes soient ensuite commercialisées sous le nom de Renault Trucks ou même de Flexis.

Ce qui est déjà certain, c'est que les trois versions sortiront de l'usine Renault de Sandouville dès 2026. En fait, il existe déjà des lettres d'intention avec certains acteurs mondiaux pour garantir une production de quelques milliers d'exemplaires dès le départ (les estimations les plus optimistes parlent de 15.000 unités).

Renault Trafic

Toutefois, les premiers modèles Flexis n'ont pas besoin d'être présentés. Après tout, le Trafic est un nom archi-connu. Quoi qu'il en soit, il apporte également une certaine confusion dans ce cas-ci. Doit-on le considérer comme le remplaçant de l'actuel fourgon Renault ? Ou s'agit-il d'un addendum faisant de Trafic une marque plutôt qu'un simple modèle ? Nous supposons que Renault ne tuera pas d'emblée sa poule aux œufs d'or tant qu'il ne sera pas sûr à cent pour cent que l'oeuf nouveau peut rencontrer un succès assuré.

Cependant, nous ne disposons pas encore de beaucoup d'informations techniques, si ce n'est que le Trafic mesure 1m90 de haut, ce qui signifie qu'il peut entrer sans problème dans n'importe quel garage souterrain. Les quatre roues étant placées aux quatre coins, l'espace intérieur devrait également être maximisé, tandis que cette construction devrait également permettre de limiter le rayon de braquage. Le Trafic n'aurait pas besoin de plus d'espace que la Clio pour faire demi-tour.

Renault Goelette

Pour trouver la Goelette originale, il faut remonter à 1956. Un passé lointain avec lequel ce descendant - comme nous l'avons déjà mentionné - n'a pas grand-chose en commun. Si ce n'est sa polyvalence.

La Goelette E-Tech est le Transformer de la famille basé sur un châssis-cabine, auquel on associé une caisse ou un compartiment cargo personnalisables à l'infini en fonction des goûts et des besoins de chacun.

Renault Estafette

Si la précédente Estafette était encore l'ancêtre de l'actuel Trafic, aujourd'hui la réincarnation de l'icône Renault s'apparente davantage à une alternative électrique au Kangoo. L'Estafette E-Tech est devenue une bête urbaine dont l'ingéniosité pratique et les dimensions assez compactes (5,2 mètres de longueur, 1,92 mètre de largeur et 2,6 mètres de hauteur) devraient faciliter considérablement les manœuvres dans les métropoles du monde entier.

Le fait que l'Estafette crée de l'espace en hauteur principalement à la verticale a d'ailleurs sa raison d'être. Une personne de 1m90 devrait ainsi pouvoir traverser la camionnette de l'avant à l'arrière sans avoir à se baisser.

L'iPhone aura aussi droit à son IA en Chine, mais étrangement pas la même que chez nous…

Apple va déployer Apple Intelligence en Chine. Mais il le fera avec un partenaire local très connu !

Apple, bien après les autres géants de la tech, s'est finalement mis à l'IA, et a lancé ses nouvelles fonctionnalités, rassemblées dans Apple Intelligence. Pour le moment disponible aux États-Unis, Apple Intelligence va dans les prochains mois être accessible dans de nombreux autres pays, dont la France. Et elle va aussi arriver en Chine, mais à des conditions particulières !

Alibaba sera le partenaire d'Apple pour Apple Intelligence

Les possesseurs d'iPhone en Chine auront bien droit à Apple Intelligence. Ses fonctionnalités seront déployées en partenariat avec le géant local Alibaba. « Ils se sont entretenus avec un certain nombre d'entreprises en Chine. Finalement, ils ont choisi de faire affaire avec nous. Ils veulent utiliser notre IA pour alimenter leurs téléphones » a ainsi expliqué le président d'Alibaba, Joseph Tsai.

Précédemment, Apple avait sondé d'autres grands acteurs de la tech locaux, comme Tencent, ByteDance (TikTok) ou même DeepSeek. Selon une nouvelle de The Information, qui vient aussi d'être publiée, Apple continue aussi de travailler avec Baidu pour développer de nouvelles fonctionnalités IA.

Un régime spécifique pour la Chine

Reste maintenant à savoir ce que signifie ce partenariat en Chine. Car ailleurs dans le monde, Apple Intelligence sera la combinaison du travail d'Apple et du chatbot d'OpenAI, ChatGPT. Un chatbot qui n'est pas accessible au niveau de la Chine. Est-il possible qu'avec cette alliance, le gouvernement chinois s'assure qu'Apple Intelligence répondra correctement à la censure sur certains sujets dans le pays ?

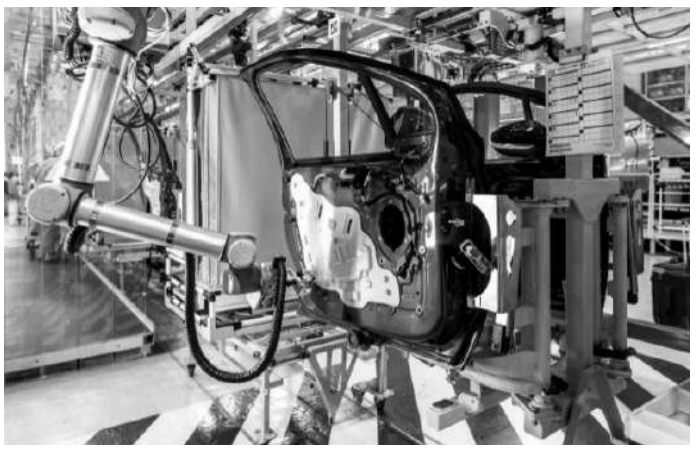
On rappelle que lorsque DeepSeek a émergé, et a montré ses capacités exceptionnelles, des internautes se sont aussi amusés à poser des questions au chatbot sur des sujets tabous, comme les événements de Tian'anmen. Et DeepSeek s'interdisait toujours de répondre à ces mêmes questions. Sera-ce la même chose avec Apple Intelligence, lorsqu'il est utilisé au niveau au sein de l'empire du Milieu ?

Pourquoi Stellantis embarque Mistral AI dans ses voitures

Le géant automobile mise sur la GenAI de la start-up française Mistral AI pour concevoir un nouvel assistant de conduite pour l'ensemble de ses marques. Et teste des cas d'usage dédiés à l'optimisation de l'ingénierie ou de la production. Après avoir officialisé des accords avec France Travail et Veolia, la start-up d'origine française Mistral AI enregistre une troisième signature majeure avec Stellantis. Si le constructeur automobile teste les technologies de l'éditeur depuis plus d'un an dans l'ingénierie, l'analyse de données issues de la flotte, l'analyse des ventes ou la production, il vient d'officialiser le choix de Mistral pour un composant clef de ses produits : l'interaction avec les conducteurs.

Au coeur de l'accord se trouve en effet le développement d'un assistant vocal embarqué, capable de répondre en langage naturel aux besoins des clients. En s'appuyant sur les modèles de langage (LLM) de Mistral AI, cet outil doit guider les utilisateurs via une interface vocale, qu'il s'agisse d'accéder aux informations du manuel utilisateur ou d'accéder à la marche à suivre en cas d'alertes apparaissant sur le tableau de bord. « Cet assistant sera continuellement mis à jour et adapté aux marques et modèles de Stellantis », assure le constructeur dans un communiqué, sans toutefois détailler la date de déploiement d'une première version de cette interface vocale.

Soulignons que la capacité à embarquer une technologie de LLM dans une voiture reste un défi en termes d'architecture technique auquel semble s'attaquer Mistral, comme en atteste le récent accord signé avec Veolia, visant lui aussi à déployer des technologies de GenAI en environnements contraints (des usines dans le cas d'espèce). Par ailleurs, les LLM sont connus pour produire des réponses parfois inexactes ou incohérentes. Dans l'automobile où la sécurité est primordiale, de telles erreurs pourraient avoir des conséquences graves. Stellantis n'est pas le seul constructeur à miser sur l'IA générative. Renault a récemment intégré ChatGPT dans sa nouvelle Renault 5 E-Tech électrique via un assistant vocal baptisé Reno, qui complète la technologie Google déjà exploitée par la marque au losange. Même politique chez Volkswagen qui a récemment enrichi son assistant IDA de fonctionnalités similaires.



Analyser les listes de pièces, favoriser les réutilisations

Au-delà de l'assistant vocal, la collaboration entre le géant de l'automobile (fusion de PSA et de Fiat Chrysler) et la start-up s'étend à d'autres domaines liés à l'ingénierie et à la fabrication. Stellantis parle ainsi d'un outil dédié simplifiant l'analyse d'une base de données de pièces, sachant que, dans le groupe, plus de 8000 ingénieurs recherchent au quotidien des informations techniques sur les pièces dans de multiples systèmes, selon un témoignage d'Annabelle Gérard, responsable IA et Data Business Insights du géant de l'automobile, sur la scène de l'AWS Summit 2024. « Un chatbot alimenté par Mistral AI interagit avec les données des produits de l'entreprise, aidant les ingénieurs à identifier, comparer et optimiser les sélections de pièces pour maximiser la réutilisation et l'efficacité à l'échelle mondiale », indique Stellantis, dans son communiqué.

Le groupe, réalisant près de 190 Md€ au travers de ses 16 marques, mentionne également l'usage de la technologie pour analyser les données des flottes de développement et des enquêtes, afin d'identifier plus rapidement les tendances et actions correctives à apporter, ou encore pour aider les collaborateurs de la multinationale à acheter les véhicules du groupe. Enfin, Stellantis indique évaluer le potentiel de la GenAI de Mistral sur ses lignes de fabrication, afin de détecter les erreurs en temps réel afin que les opérateurs prennent des mesures correctives avant que les composants ne soient livrés sur la ligne. L'usage de la GenAI au plus près de la chaine de fabrication devra s'appuyer sur des déploiements des modèles Mistral en Edge Computing.

La GenAI pour explorer la documentation

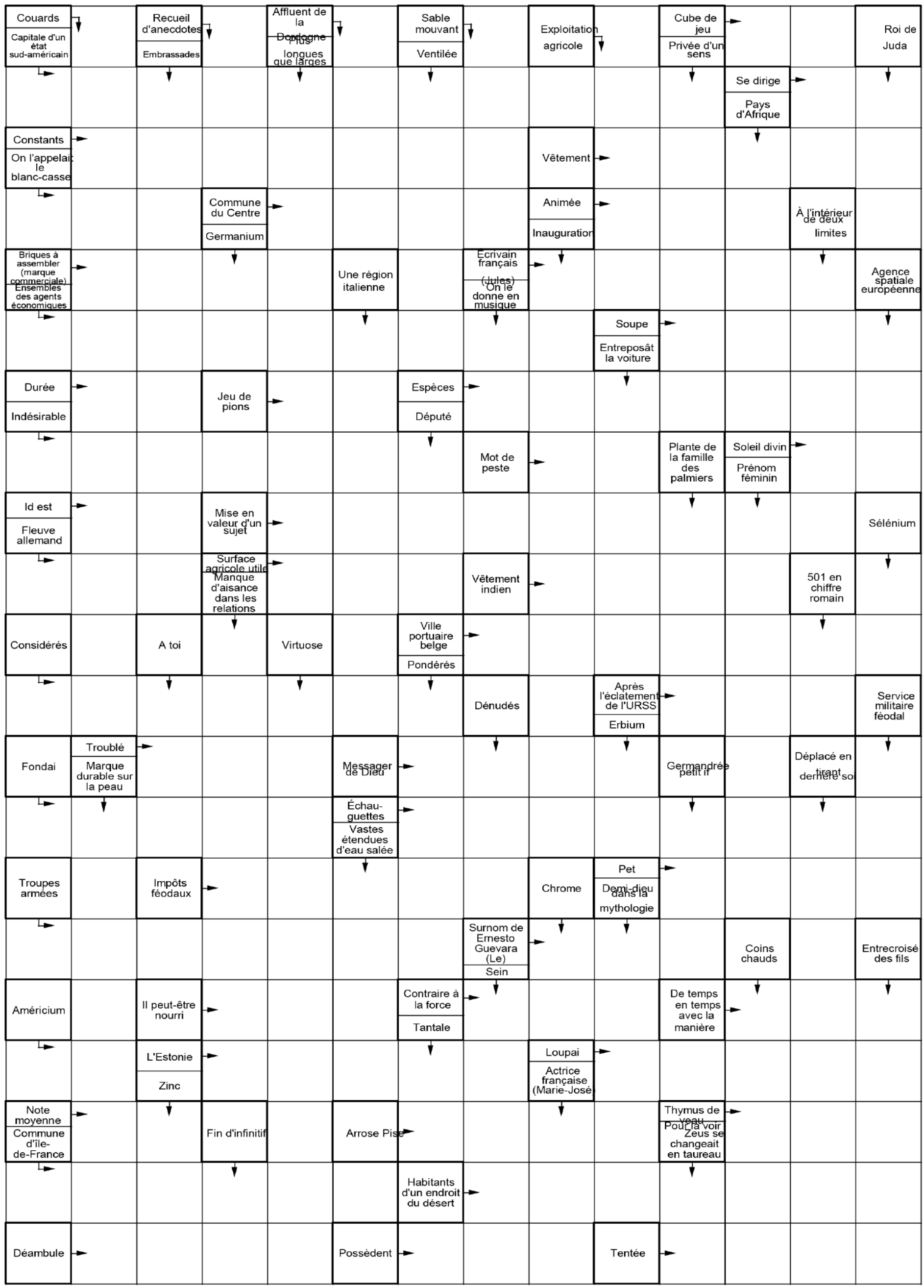
Lors d'une conférence tenue lors du Sommet pour l'IA, Annabelle Gérard a mentionné un cas d'usage de l'IA générative d'ores et déjà déployé dans 20 usines du groupe : l'exploration de la documentation des machines pour faciliter la maintenance des équipements industriels. « Nous avons gagné la confiance des opérateurs par la qualité des réponses fournies, expliquait alors la responsable. Ce cas a permis de démontrer qu'un ROI était atteignable et a facilité l'adoption de la technologie dans d'autres domaines métiers ». Annabelle Gérard n'a toutefois pas précisé si cette application reposait sur Mistral AI.

L'accord entre Stellantis et Mistral reste pour l'heure au stade de la déclaration d'intention, aucune date de mise en oeuvre des applications mentionnées dans le communiqué ou périmètre de déploiement n'étant précisé. Sollicité pour détailler cet accord, le groupe n'a pas donné suite.

Seagate acquiert Intevac pour 119 M$

Un des trois derniers spécialistes des disques durs, Seagate, a annoncé l'acquisition d'Intevac, un fabricant de substrat pour disques durs. Les dirigeants et les actionnaires d'Intevac ont approuvé la proposition de rachat de son activité par Seagate pour un montant de 11 M$. Basée à Santa Clara, en Californie, avec des extensions en Chine, en Malaisie et à Singapour, Intevac fabrique des minces couches de substrat qui se posent sur les plateaux des disques durs. Ses produits accompagnent le développement de la technologie d'enregistrement magnétique assisté par la chaleur (HAMR) développée chez Seagate et d'autres depuis 10 ans pour augmenter la densité des plateaux et donc la capacité de stockage. Cette acquisition s'intègre parfaitement dans l'activité de Seagate, qui a commercialisé en janvier 2024 son premier disque dur basé sur HAMR d'une capacité de 30 To. Plusieurs concurrents de Seagate, dont Western Digital et Toshiba, travaillent également sur des disques durs HAMR, encouragés par la demande mondiale croissante de stockage, notamment chez les hyperscalers. Intevac, dont la capitalisation boursière était d'environ 91,17 millions de dollars, a enregistré un chiffre d'affaires de 28,5 millions de dollars au troisième trimestre 2024, en hausse de 59 % par rapport à l'année précédente, mais a enregistré une perte nette de 2,17 millions de dollars. Fin 2023, le fournisseur avait annoncé explorer des options stratégiques, y compris une possible sortie des marchés publics, pour améliorer sa rentabilité.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Dimanche 16 février 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

IL A PARTICIPÉ AU SOMMET DE L'UA

Le président Tebboune quitte Addis-Abeba

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a quitté hier samedi la capitale éthiopienne, Addis-Abeba, après avoir pris part à la 38e session ordinaire du sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine (UA).
Lors de son séjour, le président Tebboune a présidé, vendredi, le 34e sommet du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), en sa qualité de président de cette instance.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Renforcer la coopération avec Oman

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a examiné, lors d'une rencontre avec le ministre de la Santé du Sultanat d'Oman, Dr. Hilal bin Ali bin Hilal Alsabti, les opportunités de renforcer la coopération conjointe en matière de production de médicaments et d'échange d'expertises, indique un communiqué du ministère.
Les deux parties ont discuté «des opportunités de coopération conjointe et des moyens de son renforcement entre les deux pays en matière de production de médicaments et d'échange d'expertises et de connaissances».
Dans son propos, le ministre omanais a salué «le progrès réalisé par l'industrie pharmaceutique en Algérie, notamment à l'issue de sa visite à plusieurs unités de production de médicaments relevant des secteurs public et privé ».
Il a également relevé « la coordination et la complémentarité entre les deux secteurs dans ce domaine, contribuant ainsi à la réalisation de la sécurité des médicaments, d'autant plus que la délégation omanaise a été très impressionnée par la qualité des produits pharmaceutiques ».
A cette occasion, le même responsable a évoqué « les perspectives de coopération bilatérale entre les deux pays, à travers l'importation, selon les besoins, de produits pharmaceutiques, en ouvrant la voie aux investissements algériens sur le marché omanais en matière de production de médicaments, proposant en contre partie la réalisation d'usines en Algérie en partenariat avec des opérateurs omanais ». Pour sa part, M. Kouidri a fait ppart des «résultats positifs réalisés en matière de production de médicaments, ayant permis de répondre à 75% de la demande du marché national, et ce grâce à la production en Full Process de plusieurs usines, telles que le Groupe Saidal, de plusieurs médicaments, dont les anticancéreux, les vaccins et l'insuline, tout en acquérant l'expertise nécessaire pour le lancement prochain de la production des matières premières destinées à la production des anticancéreux ». Aussi, le ministre a exprimé la «disposition des opérateurs nationaux à sceller des partenariats et l'échange d'expertises et de connaissances avec la partie omanaise en matière de production pharmaceutique, dans le cadre de la mise en œuvre des résultats de la rencontre entre les dirigeants des deux pays en octobre dernier, visant à consolider les relations économiques entre les deux pays».

ANP

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha reçoit une délégation militaire chinoise

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'État-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a reçu, ce samedi, le Général d'Armée Xu Xu Xueqiang, chef du Département du développement des équipements de la Commission militaire centrale de la République populaire de Chine.
Lors de cette rencontre, à laquelle ont assisté le Secrétaire général du ministère de la Défense nationale, les commandants des forces, le commandant de la Gendarmerie nationale, le commandant par intérim de la Garde républicaine, ainsi que de hauts responsables militaires algériens et des membres de la délégation chinoise, les échanges ont porté sur l'état de la coopération militaire entre les deux pays, ainsi que sur les questions d'intérêt commun. Dans son allocution, le Général d'Armée Saïd Chanegriha a salué les relations historiques entre l'Algérie et la Chine, rappelant que Pékin fut le premier pays non arabe à reconnaître le Gouvernement provisoire de la République algérienne. « Nos relations bilatérales connaissent un développement remarquable, notamment dans le domaine militaire, en ligne avec la volonté des hautes autorités de nos deux pays de hisser cette coopération au plus haut niveau », a-t-il déclaré.
Il a également exprimé sa confiance quant au renforcement du partenariat militaire sino-algérien, soulignant que cette visite marque une nouvelle étape dans l'approfondissement des relations entre les deux armées.
De son côté, le Général d'Armée Xu Xu Xueqiang a exprimé sa satisfaction sur le niveau de coopération et de coordination entre les deux pays, se félicitant des échanges fructueux avec la partie algérienne.
À l'issue de la rencontre, le chef du Département du développement des équipements de la Commission militaire centrale chinoise a signé le livre d'or de l'État-major de l'ANP.

NEW YORK

Des parlementaires algériens rencontrent la présidente de l'UIP

La délégation parlementaire algérienne, participant à l'Audition parlementaire 2025 de l'ONU, a rencontré la présidente de l'Union interparlementaire (UIP), Mme Tulia Ackson. -Lors de cette rencontre, les discussions ont porté sur les défis auxquels font face les institutions internationales, les entraves à leur développement ainsi que les enjeux de sécurité et de paix mondiales. La situation humanitaire en Palestine, notamment le déplacement forcé des Palestiniens à Gaza, ainsi que les crises sécuritaires en Afrique, notamment au Soudan et en République démocratique du Congo (RDC), ont également été abordées.
Le député, Mouncef Bouden a réaffirmé l'engagement du parlement algérien à œuvrer, dans le cadre de la coopération multilatérale, au renforcement du partenariat avec l'UIP, en vue de concrétiser ses objectifs stratégiques pour la période 2023-2027.
De son côté, Mme Tulia Ackson a salué le dynamisme du groupe parlementaire algérien au sein de l'UIP, mettant en avant le rôle de l'Algérie dans le soutien à la stabilité et à la sécurité internationales, notamment en Afrique. Elle a également insisté sur l'importance de la solidarité et de la coopération collective pour faire face aux défis mondiaux et renforcer le rôle des institutions internationales.

BOUIRA

Organisation de la première édition de la Fête de l'Huile d'Olive

Le wali de Bouira, Abdelkrim Laamouri, a donné, ce samedi matin, le coup d'envoi de la première édition de la Fête de l'Huile d'Olive, organisée sur l'esplanade de la maison de la culture Ali Zamoum.
À cette occasion, une exposition régionale des produits oléicoles a été inaugurée avec la participation de producteurs venus de plusieurs régions du pays, notamment Bouira, Tizi Ouzou, Béjaïa, Bordj Bou Arreridj, Sétif, M'Sila, Médéa et Boumerdès. Plusieurs filières et acteurs du secteur y prennent part afin de mettre en avant le savoir-faire local.
La wilaya de Bouira se distingue par au moins quatre produits du terroir de qualité, dont l'huile d'olive, qui occupe une place prépondérante. Le patrimoine oléicole de la région s'étend sur 37 309 hectares d'oliviers, dont 26 694 hectares en production.
L'huile d'olive extra-vierge produite localement répond aux normes sanitaires mondiales recommandées par le Conseil oléicole international.
Le vainqueur du 1er Prix national de la meilleure huile d'olive extra-vierge a bénéficié d'un accompagnement et de formations dispensées par les techniciens de la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Bouira et de la Chambre d'agriculture.
Un atelier de dégustation a également été organisé, en présence d'un jury national chargé d'évaluer la qualité et les saveurs afin de sélectionner le producteur de la meilleure huile d'olive, qui sera récompensé à l'issue de la compétition. La Fête de l'Huile d'Olive se poursuivra pendant deux jours.

RAMADHAN 2025

Ouverture de 565 marchés de proximité à prix accessibles travers le pays

Le secrétaire général du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, El Hadi Bakir, a procédé samedi, depuis le marché de proximité de Bir Mourad Raïs (Alger), au lancement officiel de 565 marchés similaires à travers le territoire national, destinés à la vente de produits de large consommation en prévision du mois sacré de Ramadhan.
Dans une déclaration à la presse, M. Bakir a assuré que toutes les mesures organisationnelles et logistiques ont été prises pour garantir l'approvisionnement de ces marchés, qui visent à compléter l'offre des marchés conventionnels en proposant des produits de bonne qualité à des prix compétitifs.
Plus de 6.400 opérateurs, incluant producteurs, importateurs, commerçants de gros et artisans, participent à l'initiative afin d'assurer une disponibilité continue de divers produits alimentaires (légumes, fruits, denrées de base) tout au long du mois de Ramadhan, a-t-il précisé.
Présents dans les 58 wilayas du pays, ces marchés de proximité ont pour objectif de préserver le pouvoir d'achat des citoyens et d'assurer une large disponibilité des produits alimentaires à des prix raisonnables. Ils permettent également aux opérateurs économiques de commercialiser leurs produits dans le cadre des efforts visant à lutter contre la spéculation, a ajouté le responsable.
Lors de sa visite du marché de proximité de Bir Mourad Raïs, qui regroupe 65 commerçants, M. Bakir, accompagné du wali délégué de la circonscription administrative de Bir Mourad Raïs, M. Sadek Hadjar, a salué l'engagement des opérateurs dans la réussite de cette initiative.
Les commerçants proposent une gamme variée de produits, incluant légumes, fruits, viandes, produits laitiers, boissons gazeuses, articles d'entretien et d'hygiène, ainsi que de la vaisselle à des prix compétitifs.
A titre d'exemple, la viande bovine en provenance d'Espagne est proposée entre 1.100 et 1.250 DA le kilo, tandis que la viande ovine est affichée à 1.950 DA/kg.
Selon les commerçants, ces marchés seront prochainement approvisionnés en viande importée du Brésil, présentant les mêmes standards de qualité.
Les vendeurs de fruits et légumes assurent, quant à eux, que leurs produits proviennent directement des exploitations agricoles de plusieurs régions du pays.
Alger, 21 marchés de proximité ont été ouverts pour le mois de Ramadhan 2025, selon le directeur local du commerce, M. Abdelouahab Harkas.